Numéro 31
Avril 2014
Publication «CCIA-BML»
www.ccib.org.lb

ECONEWS

The Chambers Newsletter

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

ÉDITO

L'ordre des choses

Mohamed Choucair

Il y a à peine un mois, on saluait la nomination d'un nouveau gouvernement. L'évènement aurait pu sembler banal si ce processus n'avait impliqué dix longs mois d'attente, de frustrations et de faux espoirs.

En politique cela fait désordre.

Il a fallu un mois pour trouver un accord sur la déclaration ministérielle. L'entente s'est matérialisée le 17 à minuit, au moment où le Premier ministre désigné menaçait de remettre sa démission.

Cela fait encore plus désordre.

Le consensus s'est fait sur un chef d'œuvre de casuistique et non sur une volonté transparente de restaurer le droit, la liberté et la démocratie. Il a pu voir le jour parce que cela était dans l'intérêt des partis et non de la nation.

Quelle efficacité peut-on attendre du gouvernement après une telle pratique? Quels sont les conséquences d'une telle léthargie? Il est vrai que le Liban est immunisé contre le virus révolutionnaire, mais toute marmite a une limite tolérable de pression. Plus elle est élevée, plus l'éclatement est violent.

En dehors des réfugiés syriens et palestiniens, le tiers de la population libanaise vit sous le seuil de pauvreté. Comment peut-on vivre au Liban avec un revenu de 3,600 livres par jour? Pourtant, plus d'un million de Libanais sont dans cette situation.

C'est un réservoir immense où naissent tous les désespoirs. Un jour ou l'autre, les agents de sécurité privée à l'entrée des immeubles et des sièges sociaux paraîtront dérisoires face à la gronde populaire. Pourquoi attendre, alors qu'il suffit d'un gouvernement qui gouverne, et qui s'engage à:

- Élaborer un programme de relance économique capable de résorber l'excès de chômage et de réduire sensiblement la pauvreté et la marginalisation; ce programme peut nécessiter en priorité le rétablissement de la concurrence dans tous les domaines de la vie économique.
- Lever l'hypothèque de l'administration sur l'investisseur et assurer l'égalité de tous devant la loi; un pays qui veut attirer des investissements productifs doit se conformer au benchmark de la Banque mondiale consigné dans le rapport «Doing business in Lebanon». Nous occupons la 111e place, c'est dire qu'il y a au moins plus intéressant que nous.
- Renforcer la justice et veiller à ce qu'elle soit le gardien absolu de la légalité; une justice qui inspire confiance au citoyen et constitue le fondement même de la liberté et de la démocratie.
- Voter les lois socio-économiques en souffrance et mesurer leur impact sur la «satisfaction» sociale.
- Pourvoir les postes vacants de l'État et relancer les institutions publiques gelées par manque de personnel ou du fait d'un désaccord sur les membres.

Cette vision d'ensemble n'est pas une liste de mesures favorables, mais un ensemble de politiques concertées susceptibles de ramener l'ordre et la rationalité au milieu de ce chaos politique, administratif, économique et social. Il n'existe pas de solution parcellaire, le progrès est un édifice complet qui commence par soi-même, par la communauté économique, par la société civile, pour être intégré dans l'État.

C'est l'ordre des choses.

Dans un budget national, on ne se pose pas la question de savoir si les moyens existent ou non, on se pose la question des priorités; c'est d'ailleurs à cela que répond la loi de l'unicité de l'impôt. Les mesures destinées à redresser la situation ne doivent pas attendre, elles ont la priorité sur toutes les autres. Elles ne doivent pas non plus faire appel à de nouvelles sources de revenus, c'est d'autres mesures qui doivent faire appel au cas où elles le justifient.

INDEX

Leila El-Solh Hamadé:
«C'est armée de ce patrimoine familial que je me suis lancée corps et âme dans la vie publique et sociale»

Échos Arabes

Escale au Musée du Palais Debbané…

The Lebanese Economic Forum 2014

CCIA-BML

P02. Leila El-Solh Hamadé: «C'est armée de ce patrimoine familial que je me suis lancée corps et âme dans la vie publique et sociale»

P03. Eliminer les freins à la productivité de la CNSS qui pénalisent les droits et les acquis des citoyens

P03. Le Liban a célébré le «Earth Hour» avec les pays de monde entier

P04- Qu'attendent les organismes économiques du gouvernement Salam?

P05. Cérémonie en l'honneur de Fady Gemayel

P06. La journée mondiale des consommateurs à la une des activités de la Chambre de Beyrouth!

P06. G. Tamer Holding se distingue en recevant le Prix Libanais d'Excellence

P07. Horeca ou comment résister à la crise

FCCIAL

P08. Investir de nouveau dans le marché boursier libanais, pourquoi pas?

P09. Échos Arabes

P10. L'Italie au Liban

P12. Escale au musée du Palais Debbané...

P13. Introducing Sahel Akkar Farmers to Modern Marketing Techniques

P13. Mother's Day Event

P14. Lebanon Support Group Meeting in Paris · March 5th, 2014

P15. Cinematography and Production: Making Beirut Picture Perfect

P16. Youth Unemployment: Bringing Davos Insights to Beirut

P17. The Lebanese Economic Forum 2014 with HE President of Lebanon Mr. Michel Sleiman

CCIA-BML

P18. Defining Arbitration and Alternative Dispute Resolution

P19. EU Projects · Shams Project

P19. Business Opportunities

P20. Conferences & Exhibitions

Les articles de cette publication expriment l'avis de leurs auteurs; ils sont publiés dans leur langue originale, et n'expriment pas nécessairement l'avis d' ECONEWS.
The views expressed in this publication are those of the authors; they are published in their original language, and do not necessarily reflect the opinion of ECONEWS.

ECONEWS | en français

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

Leila El-Solh Hamadé: «C'est armée de ce patrimoine familial que je me suis lancée corps et âme dans la vie publique et sociale»

Marilyne Jallad

On ne présente plus Leila El-Solh Hamadé, benjamine de l'illustre Riad El-Solh, père spirituel du Pacte national de 1943. Première femme libanaise ministre et fervente défenseuse d'un modèle de coexistence sans distinction communautaire ou politique, un combat qu'elle mène au quotidien en tant que vice-présidente de la Fondation humanitaire Al Walid Ben Talal. Rencontre avec une femme de cœur et de poigne qui milite sans relâche pour défendre l'intérêt et les vraies valeurs du Liban et de ses citoyens.

Vice-présidente de la Fondation Al Walid Ben Talal, vous vous démenez au service des plus défavorisés du nord au sud du pays sans distinction communautaire. Parlez-nous de ce rôle rassembleur.

Quand la pauvreté frappe, aveugle, elle sévit sans distinction de race, de genre ou de religion. La Fondation humanitaire Al Walid Ben Talal, fondée le 16 juillet 2003, en commémoration de l'assassinat de Riad El-Solh, par son petit-fils le prince Al Walid, place l'homme au cœur de ses projets quelle que soit son origine, sa croyance ou sa confession. Elle œuvre en faveur des plus démunis et vise à soutenir les plus défavorisés, sans aucune discrimination, dans l'ouverture à l'autre, le respect des différences et de la diversité des cultures. La Fondation poursuit la voie tracée par son fondateur en luttant contre la pauvreté, l'ignorance, la maladie... pour un monde plus juste et une vie plus équitable.

Où puisez-vous cette énergie sans faille et ce dévouement à votre patrie?

J'ai grandi au sein d'une famille qui a lutté pour la liberté de croyance, pour la coexistence pacifiste et harmonieuse entre les différentes communautés et confessions libanaises. Je puise mon énergie dans les principes de mon père Riad El-Solh qui constituent encore, à bien des égards, la clé de voûte de notre édifice national. J'étais très jeune lorsqu'il a été lâchement assassiné, en 1951. Tout ce que je sais de lui, je l'ai appris à travers les récits de tous ceux qui l'ont connu ainsi que par mes propres lectures. Il a été le défenseur le plus déterminé du Pacte national de 1943, de la reconnaissance constitutionnelle de la pluralité confessionnelle au Liban et d'une alliance entre chrétiens et musulmans, basée sur un partage équitable du pouvoir et des responsabilités. Fidèle à sa mémoire, mon action vise à inciter les Libanais de tous bords à s'attacher à leurs racines, à ne pas quitter leurs villages et à s'accrocher à leur pays.

La maladie et la perte de mon mari, Majed Sabri Hamadé, disparu trop tôt, fut également un des évènements les plus marquants de ma vie. Il a été, et restera, la source intarissable où je puise mon dévouement. C'est dans l'expérience de la souffrance, dans la mort, dans l'épreuve et l'affrontement que l'homme grandit, se forme, acquiert endurance, patience, compassion et don de soi. Mon plus grand bonheur est d'aller à la rencontre de l'autre, de partager ses peines et ses joies. Gebran Khalil Gebran l'a d'ailleurs bien dit: «Vous ne donnez que peu lorsque vous donnez vos biens. C'est lorsque vous donnez de vous-même que vous donnez réellement».

> « C'EST DANS L'EXPÉRIENCE DE LA SOUFFRANCE, DANS LA MORT, DANS L'ÉPREUVE ET L'AFFRONTEMENT QUE L'HOMME GRANDIT, SE FORME, ACQUIERT ENDURANCE, PATIENCE, COMPASSION ET DON DE SOI. »

Issue d'une famille politique qui a forgé l'histoire de ce pays et de la région, vous êtes la première femme libanaise à avoir été nommée ministre. Quel regard portez-vous sur cette expérience au sein du gouvernement de Rachid Karamé?

Ma nomination à la tête du ministère de l'Industrie en 2004, même si elle fut de courte durée (six mois N.D.L.R) m'a permis de remettre en question certaines politiques gouvernementales. J'ai ainsi soulevé le problème des accords passés avec les pays environnants, ratifiés au détriment des intérêts du Liban. J'ai également dévoilé la vérité sur la contrebande engendrée par nos «voisins», qui sapait la compétitivité de l'industrie libanaise. Cette nomination était une occasion de relever de nombreux défis susceptibles d'améliorer la qualité de vie des citoyens, avec un objectif de consolidation de l'industrie du pays. Mais le temps nous a fait défaut.

Cette expérience a contribué à éclairer et à forger mon approche politique. J'ai réalisé à quel point le besoin de l'État en compétences est grand. J'ai compris que le problème crucial est l'absence de grands hommes, libres, prêts à battre les pavés et à s'engager pour un Liban plus juste et égalitaire.

Le nouveau gouvernement a-t-il une chance de redresser la situation du pays en proie à une crise économique, politique et sécuritaire?

Le gouvernement récemment constitué a peu de chances de redresser le pays et de faire face à ce cancer politique, économique, social et sécuritaire qui le ronge. Théoriquement, il est censé durer trois mois. Sa tâche sera principalement de préparer le terrain en vue de la prochaine élection présidentielle et d'instaurer un climat propice à son déroulement afin d'empêcher que le pays ne plonge dans le vide. Cela constituerait une atteinte à

notre régime démocratique et accentuerait la mise à découvert du pays sur les plans politique et sécuritaire. Sur le plan économique, il est évident que le gouvernement n'est pas en mesure d'affronter l'énorme défi que représente la présence de 1,4 millions de réfugiés sur le territoire libanais, soit le tiers de la population. Comment répondre à cette détresse qui implique beaucoup de sacrifices et des difficultés majeures pour un Liban déjà surendetté?

L'enjeu est à la fois humanitaire, économique et sécuritaire. Le gouvernement devrait s'attaquer à la spirale de l'insécurité qui a apporté son coup de grâce à l'économie libanaise. Cela ne sera pas chose facile dans ce contexte de paralysie politique. La stabilité sécuritaire et politique est le seul moyen d'attirer les investisseurs et d'augmenter l'activité commerciale et ainsi de redresser l'économie dans son ensemble.

L'État a pour rôle d'unifier les citoyens et d'être leur recours naturel en cas de crise. Or nous sommes loin de ce cas de figure et ce sont des initiatives privées, telle que votre Fondation, qui jouent ce rôle laissé vacant. Pensez-vous que l'État jouera enfin son rôle?

La fondation cherche, sans aucune contrepartie, à offrir son aide et à apporter son soutien à tous ceux qui ploient sous le joug de besoins quotidiens difficiles à satisfaire dans un pays où règne l'instabilité économique. Elle ne prétend pas pour autant s'ériger en État. Elle ne veut en aucun cas remplacer les structures étatiques, mais bien au contraire les épauler. C'est en effet à ce dernier qu'incombe la responsabilité d'assurer à ses citoyens une vie digne et décente. La Fondation s'efforce d'accorder son soutien en priorité au bon fonctionnement des établissements et services publics de l'État (ministères, universités, écoles, hôpitaux, etc.). L'objectif est de mieux répondre aux besoins concrets du peuple libanais, loin de toute différenciation politique ou communautaire qui serait une entrave à l'efficacité de son action. L'État n'est pas parvenu à relever ces nombreux défis, en raison de l'absence de décision au niveau du pouvoir, de la politisation de l'armée et de son incapacité à faire face au déplacement des populations.

Vous étiez très jeune au moment de la disparition de Riad El-Solh, président du Conseil et symbole de l'indépendance. Que retenez-vous de votre père?

Mon père, je l'ai connu à travers ses écrits. Il m'a appris à rêver d'un Liban fondé sur la coexistence et l'entente. Rêver, c'est bien! Mais réaliser le rêve, c'est encore mieux. Je pense que les valeurs fondamentales du Pacte national sont toujours d'actualité: reconnaissance de la pluralité des confessions, coopération entre les diverses composantes de la société libanaise, aide sans discrimination et exclusion du principe de démocratie du nombre. C'est armée de ce patrimoine familial que je me suis lancée corps et âme dans la vie publique et sociale. Impliquer tous les Libanais dans le développement de leur pays permettrait de renforcer le sentiment d'appartenance et d'enrayer la tentation de l'émigration, surtout auprès de nos jeunes.

Vous avez déclaré un jour: «L'essentiel est d'avoir une égalité non pas intercommunautaire mais interlibanaise. Rien n'est plus facile que d'être à la tête d'une communauté. Le plus dur est d'être à la tête d'une nation». Aurions-nous un jour cet esprit consensuel défendu par le Pacte de 1943?

Si la crise a éclaté et s'est développée au Liban, c'est parce que la classe politique a privilégié ses intérêts personnels et confessionnels au détriment de ceux du pays. Il est effectivement plus facile d'être à la tête d'une communauté qu'à la tête d'une nation. D'autre part, on ne peut pas dire qu'il existe un réel sentiment d'appartenance nationale, chacun préférant se revendiquer d'une région ou d'une religion plutôt que de la nation. C'est malheureusement une affirmation douloureuse et pourtant vraie! Il est temps de prendre conscience que le Liban est avant tout un exemple de cohabitation pluricommunautaire, comme l'avait si bien signalé le pape Jean-Paul II en qualifiant notre pays de «message».

ECONEWS | en français

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

Éliminer les freins à la productivité de la CNSS qui pénalisent les droits et les acquis des citoyens

La Caisse nationale de sécurité sociale (CNSS), ses failles et ses indispensables réformes, un sujet brûlant, abordé lors d'une conférence à l'initiative et à la Chambre de commerce de Beyrouth, en présence du nouveau ministre du Travail.

La Caisse nationale de sécurité sociale (CNSS) et les réformes envisageables, ont été au cœur des discussions qui ont rassemblé côte à côte à la Chambre de commerce de Beyrouth, le 28 mars dernier, le ministre du Travail, Sejaan Azzi, Mohamed Choucair, le président des organismes économiques, Adnane Kassar, le président de l'Association des banques du Liban, François Bassil et le président de l'Association des commerçants de Beyrouth, Nicolas Chammas, qui se sont tour à tour exprimés à la tribune. Cet événement s'est tenu aussi en présence du président de la Confédération générale des travailleurs du Liban (CGTL), Ghassan Ghosn, du vice-président du conseil d'administration de la CNSS, Ghazi Yehya, et de nombreux représentants des secteurs public et privé.

APPEL UNANIME À LA MODERNISATION ET L'INFORMATISATION DE LA CNSS

«Dans l'objectif d'améliorer les prestations de la CNSS, la Chambre de commerce de Beyrouth a mené une étude approfondie sur le sujet, analysant en détail la situation actuelle de la Caisse. Cette étude, que nous remettons entre vos mains, a permis de définir des stratégies visant à mettre en place une politique pertinente d'amélioration des services», a déclaré d'entrée Mohamed Choucair en s'adressant au ministre du Travail.

«Les solutions proposées sont peu nombreuses, et le temps d'action du gouvernement est limité, mais elles sont urgentes et réalisables », a-t-il ajouté. Essentiellement, ces solutions concernent : «la mise en place de la seconde phase du plan général relatif à l'informatisation de la CNSS, un projet qui tarde depuis quatre ans à être concrétisé». De plus, Mohamed Choucair a annoncé que, «les organismes économiques, suite à leur dialogue avec la CGTL, ont approuvé le lancement de la couverture médicale pour les retraités inscrits à la CNSS. Un premier pas vers l'adoption du projet d'assurance-vieillesse».

S'exprimant à son tour, le président de l'Association des banques du Liban, François Bassil a vivement recommandé la mise en place de réformes «sérieuses et rapides » des prestations de la CNSS pour que les droits et les acquis des bénéficiaires en matière de couverture médicale puissent être respectés». François Bassil a aussi appelé à lutter contre le gaspillage, les détournements et les pratiques frauduleuses. Il a également dénoncé le manque de rigueur sur le plan de la gestion au sein de la Caisse, et a tiré la sonnette d'alarme en ce qui concerne la «situation catastrophique» de l'assurance-vieillesse avec des retraités privés d'une couverture médicale ce qui est «impensable».

Un avis partagé par le président des organismes économiques, qui a insisté sur l'urgence d'apporter des réformes «réelles», notamment en allégeant les formalités bureaucratiques, «qui sont encore effectuées manuellement à l'ère de la banalisation de l'informatique». Adnane Kassar a souligné que cela est un frein certain à la productivité de la CNSS et pénalise les droits et les acquis des citoyens.

LUTTER CONTRE LA CORRUPTION AU SEIN DE LA CNSS

En clôture, c'était au tour du ministre du Travail de faire le point sur ce sujet. Dans son discours, Sejaan Azzi a longuement parlé des accusations récentes de fraudes et de malversations visant des fonctionnaires de la CNSS en certifiant qu'elles étaient fondées. «Les accusations dirigées contre la Caisse sont fondées, même s'il faut éviter de politiser le dossier», a-t-il reconnu. Appelant aussi à la lutte contre la corruption, «Certaines pratiques frauduleuses ont coûté au fil des années des millions de dollars à l'État», a-t-il aussi dénoncé.

«La Caisse nationale de sécurité sociale (CNSS) doit être incluse dans une réforme globale et totale des institutions publiques dans toutes les régions du Liban», a déclaré le ministre, partageant le même son de cloche que les autres intervenants, appelant enfin lui aussi à la poursuite de la modernisation des services, notamment par le biais de l'informatisation.

Le Liban a célébré le «Earth Hour» avec les pays de monde entier

«Earth Hour» est un évènement annuel organisé tous les derniers samedis du mois de mars à l'initiative du World Wide Fund For Nature. Le public est encouragé à éteindre les lumières et débrancher les appareils électriques non essentiels pour une durée d'une heure, afin de transmettre de façon tangible l'idée que l'économie d'électricité est accessible à tous et que, par conséquent la réduction des émissions de gaz à effet de serre et la lutte contre le réchauffement climatique peuvent être gérées par chacun d'entre nous.

«Earth Hour» ne se limite pas à une heure dans le temps; il s'agit plutôt d'une prise de conscience que notre planète est en danger et que les petites actions quotidiennes peuvent la sauver.

Au Liban, l'événement a été organisé par le projet SHAAMS, dont les partenaires sont la Chambre de commerce, d'industrie et d'agriculture de Beyrouth et du Mont-Liban et Berytech, en partenariat avec l'association Achrafié 2020. SHAAMS est un projet cofinancé par l'Union européenne à travers le programme IEVP CT-MED et vise à sensibiliser le public sur le grand potentiel de l'énergie solaire.

Ainsi, le samedi 29 mars, le palais présidentiel à Baabda et le Grand Sérail à Beyrouth ont éteint leur éclairage de façon spectaculaire. L'événement, qui avait été annoncé en amont par la télévision locale, a aussi été diffusé sur nos canaux.

«L'Union européenne attache une grande importance à l'énergie solaire et veut promouvoir son utilisation le plus largement possible», a déclaré Marcello Mori, premier conseiller et chef de la section Développement durable à la Délégation de l'Union européenne au Liban. «Nous sommes heureux de voir que le Liban a rejoint les autres pays associés à ce programme» a-t-ajouté.

Dans le cadre de cet événement, une compétition vidéo a été lancée. Son but est de sensibiliser le grand public à la préservation des ressources naturelles. Les participants, et spécialement les jeunes, sont tous invités à préparer de courts films (trois minutes maximum) sur les moyens d'économiser l'énergie et de promouvoir l'utilisation des énergies solaires ou renouvelables.

ECONEWS | en français

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

Qu'attendent les organismes économiques du gouvernement Salam?

Ils n'attendent pas de miracles et restent réalistes en exigeant du nouveau gouvernement d'assurer la sécurité, la stabilité et une reprise de la confiance. Autant d'éléments indispensables à une relance économique.

Ce n'est pas peine perdue que les instances économiques se soient exprimées sans relâche, et d'une même voix, au cours des deux dernières années pour appeler les dirigeants à s'unir en faveur d'une économie libanaise devenue comateuse. Maintenant que c'est chose faite, qu'attendent-ils?

MOHAMED CHOUCAIR PRÉVIENT QU'UN VIDE À LA TÊTE DU PAYS SERAIT SANS RETOUR

«Nous n'attendons pas de ce nouveau gouvernement qu'il fasse des miracles», a déclaré d'entrée le président de la Chambre de commerce de Beyrouth et du Mont-Liban. Mohamed Choucair espère néanmoins que ce cabinet, dont la durée de vie est par définition courte, «puisse préparer les élections présidentielles aux dates prévues par la Constitution». Prévenant des dangers qui pourraient guetter le Liban et son économie au cas où «un vide présidentiel» venait à s'installer, il va jusqu'à qualifier cette éventualité de «catastrophique» pour le pays.

Quant à définir la mission de ce gouvernement, il a estimé, qu'«elle devrait être axée autour de trois priorités: assurer la sécurité, la stabilité et redonner confiance aux citoyens libanais, ainsi qu'aux investisseurs locaux et étrangers». Car «sans sécurité et stabilité, il n'y a point de salut pour une économie et un tourisme viables et florissants».

Autre élément indispensable: la reprise de la confiance qui permettra une relance des relations économiques et commerciales entre le Liban et les pays arabes. «Qu'on le veuille ou non, assure-t-il, le Liban ne peut pas avoir une économie sans les pays du Golfe», a lancé le président de la Chambre. «Comme nous le savons tous, plus de 85% de nos investissements, et plus de 60% de nos touristes, proviennent des pays du Golfe», a-t-il ajouté. Quant aux exportations du Liban vers les pays du Golfe, elles représenteraient 40%, a estimé Mohamed Choucair. «Sans un retour des ressortissants arabes, la situation économique et commerciale ne progressera pas», a-t-il encore prévenu affirmant que l'année 2013 avait été «la pire économiquement dans l'histoire du Liban». En bref, il certifie que les Chambres de commerce du Liban et les organismes économiques «n'en demandent pas davantage» à ce gouvernement dont la durée de vie ne dépassera pas les cent jours. «Le secteur privé a espoir en ce gouvernement représentatif de toutes les parties en place car il a été prouvé que le Liban ne pouvait pas être gouverné par un parti en excluant les autres et que c'était voué à l'échec», a-t-il affirmé. «Mon souhait principal est que tous les dirigeants fassent preuve de modestie et d'esprit de rassemblement en donnant la priorité à l'intérêt supérieur du pays et de ses citoyens», a poursuivi Mohamed Choucair. Pour ce dernier, «il ne s'agit pas de parler de «victoire du 14 ou du 8 mars» suite au vote de confiance accordé au gouvernement par le Parlement libanais mais d'un Liban victorieux». «Le Liban n'est la priorité d'aucun agenda politique étranger, les Occidentaux étant notamment très préoccupés par la question ukrainienne», a-t-il déclaré.

«Le peuple libanais mérite la vie et il l'a prouvé à maintes reprises», a-lancé le président de la Chambre. Or «la pauvreté est en pleine croissance et un pays où les citoyens crèveraient de faim serait ingouvernable», a-t-il prévenu. «L'économie libanaise est vraiment en danger mais si les intentions des uns et des autres sont bonnes, il est possible d'avoir une reprise locale, régionale et internationale de notre économie et d'amener à nouveau la confiance dans les rangs», a-t-il souligné.

Quant à la question des réfugiés syriens, il précise que «depuis plus d'un an, la Chambre suggère que cette question humanitaire, devenue très lourde pour le Trésor, puisse être prise en charge de façon sérieuse». Il propose qu'«une loi soit adoptée pour protéger le salarié libanais en faisant en sorte que les entreprises ne puissent engager plus de 10% d'étrangers». Mohamed Choucair a enfin souhaité que «l'agenda gouvernemental donne aussi la priorité à la question du chômage et adopte des mesures punitives pour empêcher l'éclosion d'institutions et d'entreprises ouvertes de façon illégale par des ressortissants d'autres nationalités».

NICOLAS CHAMMAS APPELLE LES DIRIGEANTS À PROTÉGER «LA SOUVERAINETÉ ÉCONOMIQUE »

De son coté, le président de l'Association des commerçants de Beyrouth (ACB), Nicolas Chammas, a pressé les dirigeants de protéger «la souveraineté économique» du pays. Selon lui, les responsables doivent étudier les moyens de protéger et raviver les secteurs économiques. Louant les efforts du gouvernement qui a fini par s'entendre sur la déclaration ministérielle, Nicolas Chammas a rappelé que le volet sécuritaire nécessite «une protection de la souveraineté économique et sociale». Il a par ailleurs dénoncé le fait que la déclaration ministérielle n'ait pas évoqué la situation du secteur commercial, «qui est le plus touché par les conséquences de la crise syrienne». Le président de l'ACB a également déploré l'absence du terme «croissance» dans la déclaration ministérielle.

CHARLES ARBID ATTEND UNE TRÈS HAUTE PRODUCTIVITÉ DU GOUVERNEMENT SALAM

Charles Arbid, président de l'Association libanaise pour la franchise (ALF), a pour sa part énuméré les trois priorités du secteur de la franchise au Liban. «Le nouveau gouvernement devra trouver une solution aux coûts d'opérations devenus très élevés, plancher sur le développement de l'export des franchises libanaises et accroître les relations avec notre diaspora qui reste la meilleure vitrine du Liban à l'étranger», a-t-il affirmé. Le président de l'ALF a appelé le gouvernement à travailler main dans la main avec les organismes économiques pour «combattre et rabattre» l'obstacle des coûts d'opérations, mais aussi à développer l'exportation des franchises en soutenant leur participation aux foires internationales, et à promouvoir le tourisme en redonnant confiance aux touristes étrangers. Charles Abid exhorte par ailleurs le gouvernement Salam à «assurer la sécurité et la stabilité» et à «faire bouger les lois restées en suspens au Parlement».

«Ce nouveau gouvernement est une occasion de créer un choc positif», a-t-il déclaré, estimant qu'après des mois de vide, «l'équipe gouvernementale devrait mettre les bouchées doubles et avoir une très haute productivité».

FOUAD ZMOKHOL PRESSE CHAQUE MINISTÈRE DE RÉALISER DES MICRO OBJECTIFS ÉCONOMIQUES

De son côté, le président du Rassemblement des dirigeants et chefs d'entreprise libanais (RDCL), Fouad Zmokhol, a regretté que les chefs d'entreprise soient en train de «perdre confiance dans les décideurs politiques». Il s'est dit néanmoins satisfait qu'un accord politique ait pu voir le jour, espérant que cette situation puisse perdurer au moins quelques mois pour assurer le respect de la Constitution et des échéances électorales. «Il y a nécessité d'une stabilité politique et d'une sécurité, sans lesquels il est impossible d'opérer, d'employer et d'investir», a déclaré le président du RDCL. «Dans toutes les grandes démocraties, les cent premiers jours d'un cabinet ministériel constituent une période probatoire au cours de laquelle le gouvernement doit faire ses preuves», a poursuivi Fouad Zmokhol. «Au Liban, mieux vaut se fixer de mini et micro objectifs, réalisables à court-terme, pour permettre un réel changement plutôt que de grands objectifs irréalisables», a-t-il ajouté. Fouad Zmokhol exhorte ainsi le gouvernement Salam à voter des projets de loi déjà proposés par le RDCL et qui, pour certains, «n'attendent plus qu'un feu vert du Parlement». Il s'agit notamment du projet sur le Partenariat Public-Privé (PPP) qui pourrait permettre de relancer l'investissement, de rapatrier des fonds et d'améliorer auprès du contribuable le service et la qualité des infrastructures essentielles. Le président du RDCL appelle également l'État à débloquer l'adhésion du Liban à l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et au MERCOSUR, en votant une loi de libre-échange entre le Liban et l'Amérique Latine.

Sur le plan financier, le RDCL a soumis un projet de loi portant sur des transactions sécurisées. Cette proposition vise à permettre aux commerçants et aux industriels d'obtenir davantage de fonds en donnant comme garantie leurs avoirs circulaires plutôt que leurs fonds propres. Sur le même registre, le RDCL est également à l'origine d'un projet de loi sur les actions préférentielles ayant déjà été adoptées par le ministère sortant des Finances. Le Rassemblement a enfin mis sur la table plusieurs idées relatives à la création de sociétés par action simplifiée (SAS) ou à l'assurance vieillesse.

«Nous promettons de prêter main-forte à ce gouvernement comme nous l'avons fait avec le précédent», assure enfin le président du RDCL.

ECONEWS | en français

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

Cérémonie en l'honneur de Fady Gemayel

C'est entouré de Neemat Frem, le président de l'Association des industriels du Liban, et de plusieurs hauts responsables, que Mohamed Choucair a rendu hommage à Fady Gemayel, saluant son parcours et l'intérêt qu'il porte depuis toujours à l'essor de l'industrie et des industriels libanais.

La Chambre de commerce a rassemblé de nombreux officiels et hommes d'affaires, le 19 mars dernier, pour saluer le parcours de Fady Gemayel, industriel reconnu et candidat favori à la présidence de l'Association des industriels du Liban (AIL).

La cérémonie a été suivie d'un repas, qui a notamment rassemblé le président des organismes économiques, Adnane Kassar, l'ancien député Sélim Diab, le président de l'Association des industriels, Neemat Frem, le président de l'Association des commerçants de Beyrouth, Nicolas Chammas, le président du Rassemblement des dirigeants et chefs d'entreprise, Fouad Zmokhol, le président de l'Association libanaise pour la Franchise, Charles Arbid, le vice-président de l'Association des banques, Saad Azhari, les vice-présidents de la Chambre de commerce de Beyrouth, Mohammad Lamaa, Gaby Tamer et Nabil Fahed ainsi que de nombreux représentants du Conseil d'administration de la Chambre de commerce de Beyrouth et du Mont-Liban, des syndicats, des avocats, des économistes et des hommes d'affaires.

> « L'INDUSTRIE LIBANAISE EST UNIQUE ET DIFFÉRENTE CAR LE LIBANAIS EST DIFFÉRENT ET UNIQUE »

FADY GEMAYEL, UN INDUSTRIEL QUI FAIT LA FIERTÉ DU SECTEUR

En mot d'ouverture, Mohamed Choucair a salué le parcours de Fady Gemayel et apporté son «soutien absolu» à sa candidature, assurant que la relève serait en de «très bonnes mains». «La Chambre de commerce de Beyrouth est le bastion des industriels de tous bords», a déclaré le président de la Chambre. Il a signalé qu'en ces temps économiques et sécuritaires difficiles, «l'industrie est l'un des seuls secteurs à avoir tiré son épingle du jeu en faisant des bénéfices». Il a par ailleurs déclaré que «derrière la résilience de l'économie et de l'industrie, se trouvent des hommes qui croient dur comme fer dans le Liban et dans la capacité des Libanais, des hommes qui ne sont pas soumis à la logique du renoncement». Parmi ces personnes, Mohamed Choucair cite son ami Fady Gemayel: «Notre économie peut se relever et fleurir à nouveau dans un court laps de temps, à condition d'obtenir un minimum de stabilité et de sécurité dans le pays». Mohamed Choucair a aussi souhaité que notre économie et nos industries optent pour encore plus d'innovations et de créativité dans leurs productions. Un leitmotiv défendu depuis plus de trois ans par les organismes économiques. Dans cet objectif, il a appelé le nouveau gouvernement à poursuivre ce travail, en vue d'une expansion et d'une reprise de la croissance de l'économie dans son ensemble. Il en a profité pour promouvoir à nouveau «les partenariats public-privé, meilleure voie, selon lui, pour atteindre un avancement certain». Sur cette base, «nous déclarons notre entière disponibilité à faire ce qu'il faut et à fournir tout le soutien nécessaire pour la réussite des travaux du gouvernement au cours de son court mandat, en vue d'une reprise rapide de la croissance économique», a déclaré Mohamed Choucair.

En clôture, le président de la Chambre a certifié que «malgré tous les aléas qu'a traversé le pays, Fady Gemayel, n'a jamais perdu la foi dans le Liban, en son industrie et en son essor». «Cela mérite les honneurs à titre de reconnaissance pour tous les efforts qu'il a accomplis pour renforcer la réputation des produits libanais à travers le monde», a-t-il conclu.

L'INDUSTRIE LIBANAISE EST DIFFÉRENTE CAR LE LIBANAIS EST DIFFÉRENT

Prenant la parole à son tour, le président de l'Association des industriels, Neemat Frem, s'est dit d'entrée ravi des chiffres enregistrés en 2013 par le secteur industriel qui, malgré les crises, a prouvé sa résilience et montré qu'il constitue le socle de l'économie nationale. «Féliciter Fady Gemayel comme le fait aujourd'hui la Chambre de commerce de Beyrouth prouve que la technicité et la productivité rattrapent les pertes subies par l'économie libanaise», a-t-il affirmé ajoutant que «l'industrie libanaise est unique et différente car le Libanais est différent et unique». «L'Association des industriels, qui sont tous membres d'une même famille, sera en de bonnes mains avec à sa tête, Fady Gemayel comme président», a par ailleurs déclaré Neemat Frem. «L'âme familiale de l'Association des industriels du Liban et l'esprit de rassemblement qui y règne devraient être les mêmes au sein de notre démocratie dont la mission est de rassembler et non de diviser», a-t-il poursuivi. Ce dernier a également salué les organismes économiques qui, d'une voix unifiée, exigent du gouvernement qu'il assure en priorité des emplois, une stabilité et une sécurité aux citoyens. Neemat Frem a enfin mentionné le rôle rassembleur de Mohamed Choucair et le message des organismes économiques qui donnent la priorité à l'intérêt du Liban et de ses citoyens.

Fady Gemayel aux cotés de Mohamed Choucair et Neemat Frem

CE QUI TOUCHE UN SECTEUR NE PEUT PAS ÊTRE SÉPARÉ DES AUTRES SECTEURS, NOUS SOMMES TOUS CONCERNÉS ET TOUS RESPONSABLES

Ému par l'hommage qui lui a été rendu dans ce qu'il a appelé «la maison de l'économie», Fady Gemayel s'est dit heureux d'être félicité par ses amis et collègues surtout en ce lieu symbolique qu'est la Chambre de commerce de Beyrouth et du Mont-Liban. Il a tenu à saluer tous les convives et en particulier l'hôte, Mohamed Choucair: «Un ami et un homme qui, grâce à son énergie sans faille et son dynamisme, a pu entreprendre de nombreuses actions en faveur de l'économie et de son essor, et a travaillé au développement de la Chambre de commerce dans des circonstances de crise des plus difficiles». Il a par ailleurs remercié Mohamed Choucair pour cette «initiative généreuse qui établit plus de solidarité et d'unité entre les organismes économiques, sachant que nous avions désespérément besoin de protéger tous les secteurs de l'économie nationale et de lui permettre de passer ce stade, au coût le plus bas possible».

Le candidat à la présidence de l'AIL s'est ensuite penché sur les principaux axes de son programme électoral et sur les objectifs à atteindre au cours des quatre prochaines années. Il s'agira notamment de consolider, rassembler et unifier les rangs de l'industrie libanaise. «Chaque industriel et chaque projet est un projet de réussite», a lancé Fady Gemayel. Il a également assuré que l'Association des industriels restera ouverte à toute initiative et projet innovants et tentera d'assurer un environnement propice à la production et à la créativité industrielle tout en s'orientant encore davantage vers les marchés extérieurs. Il a aussi promis «une coopération avec le ministère de l'Industrie pour développer des projets communs répondant aux intérêt des industriels et une coopération pleine et entière avec les organisations économiques, afin de protéger l'économie nationale, et défendre les intérêts du secteur privé». Un autre volet devrait aussi consister à «faire pression sur les politiques en vue d'adopter des lois et décrets étant dans l'intérêt de l'économie nationale».

Fady Gemayel a enfin appelé à la coopération de tous pour affronter les nombreux défis qui s'imposent au Liban, énumérant les multiples «énergies» du pays, qu'il s'agisse de son admirable capacité bancaire, de ses jeunes et de sa diaspora ou encore d'un secteur privé ayant toujours fait preuve de résilience.

ECONEWS | en français

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

La journée mondiale des consommateurs à la une des activités de la Chambre de Beyrouth!

Dynamiser le rôle du département de la protection des consommateurs fut un des thèmes abordés lors de la célébration de la journée mondiale des consommateurs qui s'est tenue à l'initiative de la Chambre de commerce de Beyrouth en présence du nouveau ministre de l'Économie et du Commerce.

C'est en présence d'Alain Hakim, ministre de l'Économie et du Commerce que Mohamed Choucair, président de la Chambre de commerce de Beyrouth, a tenu à célébrer la journée mondiale des droits des consommateurs, le 17 mars dernier. Le directeur général du ministère de l'Économie et du Commerce par intérim, Fouad Fleifel, le président de la Fédération libanaise pour la protection du consommateur, Wajdi Al-Harakeh, et un grand nombre d'hommes d'affaires ont participé à cet évènement. Une remise de prix était également au menu de cette rencontre, dans le cadre du concours portant sur «L'innovation dans le contrôle des denrées alimentaires».

SENSIBILISATION DU CONSOMMATEUR SUR SES DROITS ET DEVOIRS

CHOUCAIR APPELLE À UNE COOPÉRATION ACCRUE AVEC LE MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE

Dans son discours d'ouverture, Mohamed Choucair a rendu hommage au consommateur libanais qu'il a qualifié de «militant éduqué» grâce auquel les produits libanais ont pu rester «compétitifs sur les marchés locaux et internationaux». Selon lui, les chefs d'entreprise et les commerçants ont le devoir «de continuer de promouvoir des produits libanais de qualité et de poursuivre leur ouverture vers de nouveaux marchés». Il a ainsi appelé à «la nécessité d'une coordination accrue entre le secteur privé et les organismes de réglementation, au respect des normes établies par les États et à la réglementation des mouvements du commerce et de l'exportation». Évoquant le parcours «réussi» d'Alain Hakim au sein du secteur privé, le président de la Chambre a estimé que le ministre de l'Économie et du Commerce serait pour les commerçants «un partenaire apte à comprendre leurs préoccupations et leurs intérêts». Il a surtout certifié de «la bonne volonté de la Chambre», désireuse d'apporter au ministère toute son expertise et son aide pour «lancer des initiatives et des programmes qui agiront en faveur de l'accroissement de la confiance des citoyens et des produits libanais». Selon Mohamed Choucair, cette coopération aura des retombées positives sur l'ensemble de l'économie. Le président de la Chambre a enfin souhaité une relation de proximité et d'échange avec le ministère de l'Économie et du Commerce et déclaré que l'avis des organismes économiques devrait toujours être pris en considération pour «le bien-être et l'intérêt des citoyens».

Pour sa part, Alain Hakim a plaidé pour une consolidation de la «culture du consommateur». «Sensibiliser le consommateur sur ses droits et ses devoirs lui permet de mieux les protéger, c'est pourquoi le ministère oeuvre pour consolider la culture des consommateurs à travers la mise en place d'un programme global de sensibilisation», a déclaré le ministre de l'Économie et du Commerce. Le ministre a également insisté sur la nécessité de relancer l'action des comités économiques dans la prise de décision concernant les questions relatives à l'économie et au développement du pays.

G.Tamer Holding se distingue en recevant le Prix Libanais d'Excellence

Le président de la République, Michel Sleiman, récompense Gaby Tamer

L'entreprise G. Tamer Holding vient de remporter le Prix Libanais d'Excellence en raison de son développement industriel et administratif en conformité avec les normes européennes et internationales de production et de gestion. Gaby Tamer, le président du Conseil d'administration de l'entreprise, nous en parle.

Lors d'une cérémonie officielle organisée au Palais de Baabda, le président Michel Sleiman a remis à Gaby Tamer le Prix Libanais d'Excellence pour l'année 2012-2013. Cette distinction est octroyée par le ministère de l'Économie et du Commerce en partenariat avec l'Union européenne.

À noter que G.Tamer Holding est la troisième entreprise inscrite historiquement au registre de commerce du Liban. Gaby Tamer nous raconte les «coulisses» de cet événement. La compagnie a été évaluée durant trois mois au cours desquels «un comité de près de cinq personnes était présent sur place pour observer les moindres détails du fonctionnement de la société», raconte Gaby Tamer. Les différents départements marketing, efficacité informatique, image de marque ou export furent tour à tour «scannés».

DES SALARIÉS QUI TRAVAILLENT POUR LE LIBAN!

«Notre groupe allie culture familiale et vision d'avenir», assure le président du conseil d'administration. En effet, chaque salarié a la possibilité de recevoir une bourse scolaire pour ses enfants. Cette initiative est permise par la Fondation Fawzi Tamer. D'autre part, la politique de G. Tamer Holding est «de faire sentir à chacun des salariés, qu'il travaille non pas pour une entreprise mais pour le Liban».

Le comité d'évaluation a ainsi suivi les différents programmes mis en place, dont l'initiative «Go Green». Lancé il y a sept ans, ce projet, mené en partenariat avec l'association Arc en Ciel, a permis de recycler les déchets - cartons, papiers, plastiques et verreries - émis par l'entreprise.

Aussi au programme annuel des salariés du groupe, une excursion avec leurs familles dans la localité de Ouyoun El Simen pour planter 1 000 cèdres du Liban. «Chaque arbre est planté au nom d'un salarié et la société Jouzourouna est chargée de l'entretien de la plantation au quotidien.

À noter que le Comité exécutif, qui a par la suite évalué cette étude faite dans les locaux de l'entreprise G.Tamer Holding, était formé de dix personnes dont le vice-président de la Banque du Liban, le président de la Chambre de commerce internationale, la Chef de la Délégation européenne, Angelina Eichhorst, le président de Kafalat, Khater Abi-Habib et le Doyen de l'USJ. Ces derniers ont tranché parmi un certain nombre d'entreprises et d'études faites pour choisir pour l'année 2012-2013 de décerner le Prix Libanais d'Excellence à G. Tamer Holding.

Existant depuis près de quatre ans, ce prix a notamment déjà récompensé le Groupe Amalia de Jacques Sarraf, Indevco (Groupe Frem) et le vin Ksara.

ECONEWS | en français

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

Horeca ou comment résister à la crise

Fervents amateurs de gastronomie et de découvertes culinaires, votre rendez-vous annuel avec le salon Horeca fut un régal renouvelé en ces temps de grisaille. Le coup d'envoi a été donné cette année encore au Biel, cette fois-ci par le nouveau ministre du Tourisme, Michel Pharaon.

«Ce salon regroupe tous les gourmets du secteur de la restauration et de l'hôtellerie. HORECA est l'une des plus importantes expositions du Liban et de la région», a déclaré le ministre du Tourisme, Michel Pharaon, dans son discours d'ouverture.

C'est en présence d'un parterre d'officiels et de gens du métier que la 21e édition du Salon HORECA a ouvert ses portes le 1er avril dernier au Biel.

Ce que l'on retiendra, cette année encore, c'est la photo souvenir avec les sourires radieux de l'organisatrice de l'événement, Joumana Dammous-Salamé, entourée notamment du ministre Michel Pharaon, de l'ambassadeur de France au Liban, Patrice Paoli, du président de la Chambre de commerce de Beyrouth, Mohamed Choucair, du président de l'Association des industriels libanais (AIL), Neemat Frem, sous l'œil bienveillant du parrain fondateur de cet illustre salon, Nouhad Dammous.

Étaient aussi au rendez-vous, les présidents des associations et des syndicats de l'industrie hôtelière, tous réunis à cette occasion pour apporter une fois de plus leur soutien à un secteur mis à mal ces dernières années par une conjoncture économique, politique et sécuritaire difficiles tant au niveau local que régional.

MICHEL PHARAON N'OUBLIE PAS TRIPOLI ET REND HOMMAGE À L'ARMÉE LIBANAISE

Dans son discours, le ministre du Tourisme a voulu rendre hommage à l'armée libanaise et aux forces de sécurité qui «au moment où nous inaugurons ce salon, exécutent un plan sécuritaire pour rétablir l'ordre et nous souhaitons vivement le calme et la stabilité à Tripoli», a-t-il tenu à mettre en lumière. Michel Pharaon a aussi souligné «que la sécurité et le tourisme sont des jumeaux qui ne peuvent exister l'un sans l'autre», faisant référence aux années noires que subit le tourisme du pays du Cèdre, surtout ces deux dernières années, notamment en raison de l'insécurité qui sévit sur le territoire et dans la région.

Sur une note plus optimiste, il clôture son propos en certifiant que «le tourisme est le pétrole du Liban». Rappelons aussi que lors de la conférence de presse annonçant ce salon, il avait aussi souligné que cette manifestation représente «un fondement pour le tourisme libanais» et confirme le rôle joué par Beyrouth en tant que «capitale de la beauté, du goût et de l'hospitalité».

NOUVEAUTÉ AU MENU D'HORECA 2014: CONCOURS DU MEILLEUR BARISTA DU PAYS

À son tour, l'organisatrice de l'événement et directrice-générale de Hospitality Services, Joumana Dammous-Salamé, a adopté un ton optimiste assurant que, malgré la situation extrêmement volatile dont souffre le marché cette année, le salon affichait déjà complet et profitait du soutien des principaux acteurs et associations hôtelières. «En dépit de la crise qui touche le pays, le salon a prouvé encore une fois sa popularité avec un taux de réservation de 80% trois mois à l'avance. Nous prévoyons d'ailleurs le même nombre d'exposants et de visiteurs qu'en 2013», a affirmé Joumana Dammous-Salamé.

La crise s'est d'ailleurs invitée au menu des thèmes abordés cette année. En effet, un des séminaires a notamment porté sur les avantages et les inconvénients du secteur en temps de crise. De nombreuses activités étaient également au programme dont le traditionnel salon culinaire rassemblant plus de 200 participants et 12 juges internationaux, mais aussi la compétition de l'art du service et le concours national de la meilleure huile d'olive extra vierge réunissant 50 producteurs d'huile d'olive et huit juges internationaux experts en la matière. Et comme le Salon Horeca nous a habitués à innover, quelles que soient les circonstances que traverse le pays, la nouveauté de cette année a été le concours du meilleur barista du pays!

«Sécurité sanitaire, équilibre alimentaire, développement durable, consommation responsable... ces nouveaux thèmes d'actualité explorés par Horeca sont la base de nouvelles tendances culinaires qui transforment durablement le contenu des assiettes libanaises», a aussi assuré Joumana Dammous-Salamé.

Enfin, l'organisatrice de l'événement a clôturé son discours en remerciant tous les partenaires et sponsors de HORECA, en particulier Boecker et Prunelle ainsi que l'Hôtel Phoenicia, Le Royal et Rotana pour leur partenariat.

PLUS DE 300 EXPOSANTS VENUS DU MONDE ENTIER

Avec une surface d'exposition de 15 000 m2, Horeca a réuni en 2014 plus de 350 exposants, parmi lesquels des acteurs-clés des industries de l'alimentation, de l'hôtellerie et de la restauration. Plus de 14 000 visiteurs étaient attendus. Outre le Liban, neuf pays étaient présents cette année à titre individuel ou à travers leurs ambassades: la France, l'Italie, la Pologne, l'Iran, la Jordanie, la Turquie, les Émirats arabes unis, la Thaïlande, Oman et les États-Unis.

Cette année, une trentaine de chefs et experts locaux et internationaux ont présidé et participé à cette rencontre annuelle des gourmets de l'hôtellerie et de la restauration, avec une quinzaine d'ateliers quotidiens et plus de dix compétitions récompensant l'innovation, la créativité et l'excellence.

THE LEBANESE TRAINING CENTER
at the
Chamber of Commerce, Industry and Agriculture of Beirut & Mount Lebanon
is pleased to announce the upcoming following Trainings:

«INCOTERMS 2010 - RULES AND PRACTICE IMPACT ON CONTRACTS OF SALE AND LETTERS OF CREDIT»

Trainer: Dr. Massoud Kantar
Date: 23, 24 & 25 April 2014 (3 days)
Time: 5.00 -8.00 P.M.

Outline: Overview on the international rules for the interpretation of the most commonly used terms in foreign trade (INCOTERMS 2010). Focus on the matters relating to the rights and obligations of the parties to the contract of sale with respect to delivery of goods sold. How to use these terms in commercial contracts and letters of credit in order to avoid any practical or legal risks resulting therefrom, and how can the parties recognize the size of their responsibilities under these rules '

«MARKETING YOUR COMPANY IN THE DIGITAL AGE»

Trainer: Mr. Roland Aoun
Date: 7, 8 &9 May 2014 (3 days)
Time: 5.00 -8.00 P.M.

Outline: Digital marketing overview, Website marketing, SEO – let people find you ! Email marketing, social media marketing, Blog marketing, lead generation, aligning your digital marketing efforts with your non digital marketing efforts, generating sales from digital traffic, building your strategy: inbound vs outbound marketing

Personal Laptops are required

For information/registration:
Call Center 1314 Ext 15 or email: ltc@ccib.org.lb
Free parking access
www.ccib.org.lb

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

ECONEWS | en français

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE,
INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

Investir de nouveau dans le marché boursier libanais, pourquoi pas?

Bachir El Khoury

Le marché boursier au Liban semble désormais connaître une forme d'embellie, après une longue période de morosité due à l'instabilité politique et sécuritaire qui prévaut depuis le début de la crise syrienne. Selon les chiffres publiés par la Bourse de Beyrouth, le volume total des transactions au cours des deux premiers mois de l'année a porté sur 9,3 millions de titres, enregistrant ainsi un bond de 109% par rapport à la même période de l'an dernier, tandis que la valeur des échanges s'est élevée à 77 millions de dollars, en hausse de 170% par rapport aux 28,3 millions de dollars échangés au cours des deux premiers mois de 2013. La capitalisation boursière a, quant à elle, augmenté de 3,3% sur un an, à 11,3 milliards de dollars.

Ces chiffres encourageants font écho à un rapport récemment publié par la banque d'investissement EFG-Hermes, selon lequel la formation d'un nouveau cabinet à Beyrouth devrait avoir un impact positif sur la performance boursière, et tirer en particulier vers le haut les titres sous-évalués.

Selon le rapport, tous les titres importants, à savoir Solidere, Bank Audi, BLOM Bank, etc., se négocient aujourd'hui à un Price to Book ratio (PBR) équivalent à 1, ce qui signifie que la rentabilité des capitaux propres est égale à la rentabilité exigée par les actionnaires. Quant aux spreads sur les Credit Default Swaps (CDS), ils sont passés pour les produits à cinq ans d'un pic de 550 points de base en juin 2013 à moins de 390 points, après la formation du gouvernement. Si le niveau actuel reste de 160 points de base supérieur à celui de janvier 2010, une nouvelle baisse des spreads impliquerait des taux d'intérêts plus bas, ce qui pourrait provoquer une revalorisation des actions locales, souligne EFG-Hermes. Troisième facteur en faveur d'une reprise de l'activité boursière: l'abondance de liquidités sur les marchés boursiers du Golfe qui pourraient déborder sur les places «périphériques» telles que les bourses de Beyrouth et d'Amman, ajoute enfin la banque d'investissement.

LA FIN D'UNE DÉGRINGOLADE?

Ces pronostics positifs, appuyés par un regain de dynamisme au cours des deux premiers mois de l'année, ne semblent toutefois pas prendre totalement en compte les risques politiques qui continuent de planer sur le Liban. Le marché boursier avait commencé à ralentir à partir de janvier 2011, à l'ombre de la chute du gouvernement Hariri, perdant près de 20% de sa valeur sur les trois ans qui s'en suivirent, contre une hausse de 12% de l'indice régional Hermes MENA au cours de la même période. Cet épisode a été suivi de la démission du deuxième cabinet formé par Nagib Mikati, puis de dix mois d'impasse politique à l'issue de laquelle un troisième gouvernement a été formé.

Sur les trois dernières années, le pays a connu les deux plus longues crises politiques depuis la fin de la guerre civile, qui l'ont privé de 16 mois de pouvoir exécutif, tandis que le mandat des parlementaires, expiré en juin 2013, a été reconduit jusqu'à fin 2014, faute d'organisation de nouvelles élections. Le pays s'approche en outre d'une prochaine échéance, tout aussi cruciale: celle de l'élection d'un nouveau chef de l'État.

L'évolution de l'activité boursière dans les prochains mois dépendra ainsi, dans une large mesure, de celle de la vie politique.

Tout comme le tourisme, la bourse est un des secteurs les plus vulnérables à la conjoncture, dont elle est souvent le reflet. Cela est dû au lien intrinsèque entre performances et confiance des investisseurs. Les statistiques expriment parfaitement cette corrélation structurelle.

En 2013, quelque 51,4 millions d'actions ont été échangées sur le marché, en baisse de 7% par rapport à 2012, tandis que la valeur des transactions a totalisé 375 millions de dollars, en baisse de 8% sur un an.

Le volume et la valeur des échanges avaient déjà chuté de 28% et 20%, respectivement, en 2012, après avoir dégringolé en 2011 de 53% pour le nombre de titre échangés et de 73% pour la valeur globale des transactions. Cette dernière s'élevait à 1,87 milliard de dollars en 2010, soit cinq fois plus qu'en 2013.

La capitalisation du marché a, quant à elle, résisté à la tendance, se maintenant autour de 10,4 milliards de dollars à partir de 2011, après avoir dépassé les 11 milliards à la veille du début de la crise syrienne et de ses retombées sur le Liban.

> CHOIX D'UNE PHRASE D'ENCART. CHOIX D'UNE PHRASE D'ENCART. CHOIX D'UNE PHRASE D'ENCART.

DES ENTRAVES STRUCTURELLES

À ces facteurs conjoncturels rédhibitoires, s'ajoutent plusieurs causes structurelles qui empêchent aujourd'hui la Bourse de Beyrouth de connaître un bond qualitatif et d'attirer un plus grand nombre d'investisseurs. La taille de l'économie libanaise y est pour beaucoup.

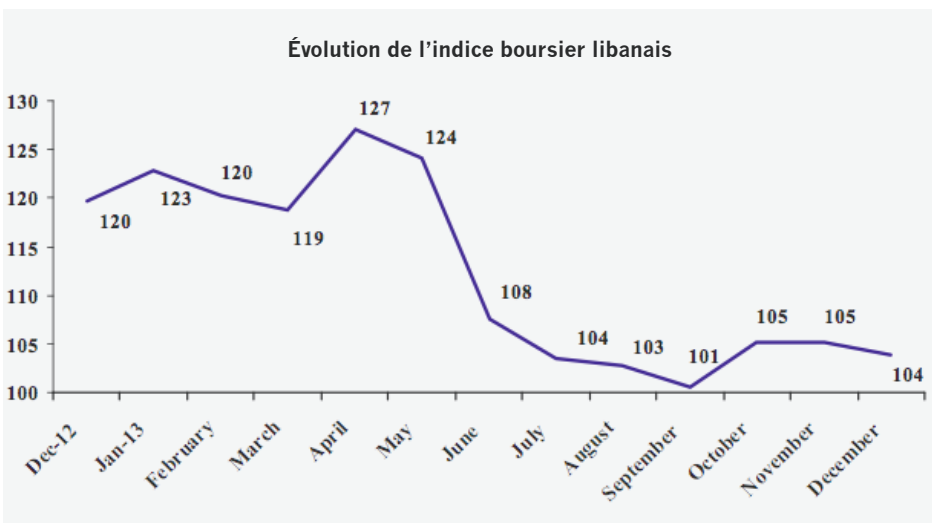
Le PIB demeure modeste comparativement à d'autres pays de la région, avec une concentration sur quelques secteurs. Ceci explique en partie pourquoi la grande majorité des compagnies libanaises cotées appartiennent aux secteurs bancaire et immobilier; en 2013, les titres bancaires représentaient à eux seuls 79% de la valeur des échanges boursiers, contre 19,6% pour les titres immobiliers et 1,1% pour les actions des sociétés industrielles.

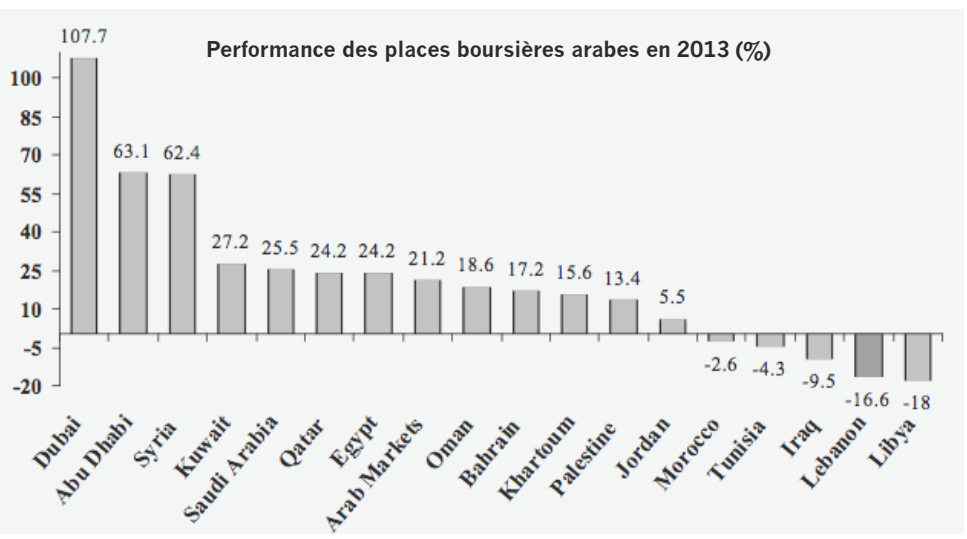
L'absence de privatisations retarde également le développement du marché boursier local. L'introduction en Bourse de grandes structures, comme l'EDL, le Casino du Liban ou les réseaux de téléphonie mobile, permettrait aux petites sociétés de suivre le mouvement.

Un dernier obstacle est la structure familiale des sociétés libanaises, qui les rend réticentes à l'idée d'offrir leur capital au public.

Mais en dépit de la stagnation au niveau du nombre des compagnies cotées, la Bourse de Beyrouth a évolué à plusieurs niveaux depuis 2000. La capitalisation boursière est passée de 1,25 milliard de dollars fin 2001 à un pic de 14 milliards en 2008, à la veille de la crise internationale, avant de stabiliser autour de 11 milliards de dollars. Cette hausse n'était pas due uniquement à la hausse des prix, mais aussi à celle du nombre d'instruments cotés. Celui-ci est en effet passé d'une dizaine en 2000 à une trentaine aujourd'hui grâce à un amendement, il y a quatorze ans, de la loi relative à la Bourse, permettant aux compagnies d'introduire non seulement leurs actions ordinaires, mais d'autres instruments financiers, comme les actions préférentielles, prioritaires ou encore les certificats GDR. Des fonds d'investissement ont également été introduits.

Mais cela n'a pas suffit pour propulser la bourse locale plus loin. Celle-ci reste prisonnière de l'étroitesse du marché, d'une mentalité financière encore «classique» et surtout d'un environnement fortement hostile.





Sources: Marchés boursiers locaux, Indices Dow Jones, Banque du Liban, Byblos Bank

ECONEWS | en français

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE,
INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

ÉCHOS ARABES

Bachir El Khoury

Tunisie

Le nouveau gouvernement en quête d'aides étrangères

Après le vote d'une nouvelle constitution et la formation d'un gouvernement apolitique en janvier, la Tunisie cherche désormais à remonter la pente économique après trois ans d'instabilité. Le pays compte pour cela sur l'aide de la communauté internationale mais aussi sur celle des pays du Golfe. Dans cette perspective, le Premier ministre, Mehdi Jomaa, a effectué en mars une tournée incluant les Émirats arabes unis (EAU), le Koweït, le Qatar, l'Arabie saoudite, ainsi quele Bahreïn et le Sultanat d'Oman. À la veille de cette tournée, au cours de laquelle il a appelé à un renforcement des liens économiques bilatéraux et assuré que Tunis «s'emploie à faciliter les procédures en faveur des hommes d'affaires du Golfe qui souhaitent investir en Tunisie», Mehdi Jomaa avait mis en garde contre le risque d'une «catastrophe» économique dans son pays. La Tunisie doit emprunter 4 milliards de dinars (2,3 milliards de dollars) pour financer les caisses de l'État, avait-il indiqué, soulignant qu'il allait solliciter l'aide du Golfe, de la France et des États-Unis pour combler ce déficit.

Dans ce contexte, la Banque mondiale a fait part le mois dernier de son intention de débloquer une aide de 1,2 milliard de dollars à la Tunisie. Le financement, prévu en 2014, comprend 750 millions de dollars destinés à appuyer les réformes du nouveau gouvernement, 300 millions dans le cadre d'un projet pour la mise en place de la décentralisation prévue par la nouvelle Constitution, et une ligne de crédit de 100 millions pour les banques accordant des prêts aux petites et moyennes entreprises (PME).

Fin janvier, le Fonds monétaire international (FMI) avait, de son côté, donné son feu vert au versement d'un prêt de plus de 500 millions de dollars, après plusieurs mois de tergiversations, dans le cadre d'un plan d'aide de 1,7 milliard de dollars accordé en juin dernier pour accompagner le pays dans sa transition politique.

Un sommet international consacré au soutien de l'économie tunisienne pourrait enfin être organisé dans les semaines à venir pour tenter d'apporter davantage d'aides financières au pays.

Égypte

Un projet immobilier émirati de 40 milliards de dollars

Alors que l'Égypte s'approche de l'échéance présidentielle, prévue fin avril, le pays continue de subir les conséquences de l'instabilité politique et sécuritaire. L'attentat du 16 février dernier, le premier depuis la destitution du président Mohamed Morsi, est venu fragiliser une reprise encore très précaire, tandis que le pays connaît des grèves à répétition pour protester contre la cherté de vie et l'érosion du pouvoir d'achat. Les employés des usines publiques et ceux des transports publics ainsi que des travailleurs du secteur textile ont fait grève en février pour réclamer de meilleurs salaires, alors que l'inflation dans le pays a atteint 11,6% en janvier, selon des chiffres publiés par la Banque centrale.

Entretemps, les investissements, notamment en provenance du Golfe, commencent à affluer vers le pays. Après l'annonce du groupe Majid Al Futtaim, basé à Dubaï, de son intention d'investir environ 2,3 milliards de dollars au cours des prochaines années, le géant émirati de la construction Arabtec Holding a annoncé avoir signé un mémorandum d'entente avec le gouvernement égyptien pour la construction d'un million de logements, pour un investissement global de 40 milliards de dollars, financés par des banques locales et étrangères. Le projet, destiné aux populations à faibles revenus, s'étalera sur 13 sites à travers le pays d'une superficie totale de 160 millions de mètres carrés. Il devrait créer plus d'un million d'emplois, selon un communiqué publié par le groupe dubaïote.

Le premier lot de ces logements sera livré début 2017, tandis que la livraison finale de toutes les unités d'habitation aura lieu avant 2020.

L'accord conclu entre Arabtec Holding et le ministère égyptien de la Défense reflète l'engagement politique et financier des pays du Golfe envers l'Égypte depuis la destitution du président Mohamed Morsi. Sur les huit derniers mois, les Émirats arabes unis, l'Arabie saoudite et le Koweït ont accordé 12 milliards de dollars aux nouvelles autorités pour soutenir l'économie et la monnaie égyptiennes. Les fonds sont répartis entre dépôts à la Banque centrale, aides en nature et soutien à des projets d'infrastructure.

Libye

Nouvelle chute de la production pétrolière

La production pétrolière a désormais chuté à 230 000 barils par jour en Libye, contre 570 000 barils au début de l'année et 1,5 millions de barils auparavant, en raison des troubles politiques et sécuritaires dans le pays.

La production pétrolière, qui avait atteint un plus bas de 0,1 million de barils par jour en août 2011, dans le sillage des frappes militaires de l'OTAN, avait progressivement augmenté à partir de septembre 2012, frôlant l'an dernier son niveau d'avant crise.

Depuis juillet 2013, les terminaux et les champs pétrolifères sont toutefois bloqués par intermittence par des milices locales, notamment dans les zones faisant l'objet de revendications séparatistes ou autonomistes.

La production dans le champ pétrolier d'al-Charara, dans le sud du pays, a ainsi été suspendue à plusieurs reprises ces dernières semaines pour des raisons de sécurité. Le champ, qui produit à lui seul plus de 340 000 barils par jour, avait déjà été fermé pendant deux mois fin 2013 et à nouveau début janvier en raison d'une occupation du site par la population locale.

Cette nouvelle chute de la production va sans doute porter un coup dur à l'économie libyenne, largement dépendante du secteur pétrolier. Celui-ci représente 65% du PIB, 96% des exportations et 98% des recettes de l'État.

Sur les sept derniers mois, les pertes subies ont été évaluées à 10 milliards de dollars.

Yémen

L'économie encore tributaire du processus de transition

L'économie reste fortement dépendante de l'évolution politique au Yémen où le processus de transition demeure précaire malgré l'accord conclu en janvier dernier entre plus de 500 représentants de la société yéménite.

Celui-ci porte sur l'adoption, dans le délai d'un an, d'une nouvelle constitution par voie référendaire et la transformation du pays en un État fédéral où les régions auraient plus d'autonomie.

La récente décision de Sanaa d'instaurer six régions en plus de la capitale, constitue en ce sens une évolution positive, estiment certains.

Outre la baisse prévue des tensions sur le plan politique, cette décentralisation va également permettre d'assurer un meilleur développement socioéconomique. Le centralisme intransigeant sous le régime d'Ali Abdallah Saleh alimentait en effet la corruption, tout en entravant un développement équilibré entre les régions.

Sur le terrain, les tensions restent toutefois vives. Le pays fait face à un mouvement séparatiste dans le Sud, tandis que dans le Nord, des combats assez réguliers ont lieu entre les rebelles chiites des Houthis et des combattants islamistes.

De leur côté, les États-Unis ont augmenté leurs frappes de drones sur des cibles soupçonnées d'Al-Qaïda face à des attaques terroristes désormais plus fréquentes.

Dans ce contexte, la reprise économique reste encore fragile. Après avoir connu une récession en 2011, qui s'est traduite par une contraction de 12,7% du PIB, l'économie yéménite a enregistré une croissance estimée à 2,4% en 2012 et à 6% en 2013.

En parallèle, la pauvreté s'est aggravée dans ce pays qui figure parmi les plus pauvres de la planète, passant d'un taux de 42% en 2009 à 55% en 2012, selon la Banque mondiale.

ECONEWS | en français

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE,
INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

L'Ambassade d'Italie de A à Z

Pour certains, une ambassade c'est la porte d'accès au voyage et à l'évasion. Pour d'autres, c'est l'organisation des relations commerciales. Pour d'autres encore, c'est le cadre mythique où se dessine la politique internationale. La réalité est au-delà de tout cela, c'est un effort quotidien pour créer l'harmonie et la coopération dans un monde qui s'oriente de plus en plus vers une plus grande solidarité et de plus étroites relations.

L'Italie, c'est un délice des papilles, la beauté de sa Tour de Pise, l'élégance de ces Milanais et Milanaises, leur «tchatche» orientale et commerciale, Fellini et son cinéma sans égal, et tant d'autres saveurs méditerranéennes. Mais là, il s'agit d'aller à la découverte des activités de l'Italie au Liban. Pour ce faire, l'ambassade d'Italie nous a ouvert ses portes. Nous en avons profité pour vous faire partager un tour d'horizon de ses activités au Liban.

Commençons par le cadre juridique mis en place entre l'Italie et le Liban, avec des accords bilatéraux signés entre les deux pays dans le domaine économique.

Accords entre les gouvernements italien et libanais

Entre l'Italie et le Liban, des accords bilatéraux en matière économique sont en vigueur. Il s'agit d'une convention visant à éviter la double imposition sur les revenus, entrée en vigueur le 22 juin 2011, et d'un accord pour la protection et la promotion des investissements, entré en vigueur le 9 février 2000.

Accord entre institutions italiennes et libanaises

D'autre part, un accord de collaboration entre le ministère italien de la Santé et le ministère libanais de l'Agriculture a été signé dans le domaine vétérinaire afin de favoriser la collaboration en matière de santé animale et le commerce d'animaux vivants.

Une fois ces accords juridiques contractés entre les deux pays méditerranéens, les affaires peuvent circuler plus librement, notamment grâce à la mise en place d'un Conseil des affaires qui facilite le commerce et les investissements entre les ressortissants des deux pays.

LE CONSEIL DES AFFAIRES

Promos - l'Agence spéciale de la Chambre de commerce de Milan - et la Chambre de commerce, d'industrie et d'agriculture de Beyrouth et du Mont-Liban ont signé un accord cadre visant à la constitution d'un Conseil des affaires conjoint.

Le Conseil représente une plateforme permanente de rencontres et de discussions sur des sujets stratégiques d'intérêt commun, tout en favorisant la promotion des opportunités d'affaires afin de renforcer les relations économiques et commerciales entre l'Italie et le Liban.

Cette entité se propose d'être un instrument flexible et agile, à disposition de tous les entrepreneurs italiens et libanais souhaitant accroître leur présence dans l'autre pays et créer des partenariats pour opérer ensemble dans des pays tiers, notamment dans les régions du Moyen-Orient, de l'Afrique occidentale et de l'Amérique latine où la diaspora libanaise est active et bien intégrée. Il constitue aussi la base pour démarrer des accords/ententes de partenariat pour l'échange de biens et services et de «know how».

Le rapprochement entre l'Italie et le Liban se fait aussi grâce à des projets de jumelages. Ou comment partager la technicité italienne avec le support de l'Union européenne.

JUMELAGES DANS LE CADRE ENPI

Projet de jumelage entre l'Agence italienne des douanes et les douanes libanaises

L'Agence italienne des douanes est en train de réaliser un projet de jumelage en collaboration avec les douanes libanaises dans le cadre du programme ENPI, financé par l'Union européenne.

Le projet «Modernized Clearance Process» vise à harmoniser et à simplifier la législation douanière libanaise en conformité avec les règles de l'OMC (Organisation mondiale du commerce).

Autre projet parrainé par l'Union européenne

Un deuxième jumelage financé par l'Union européenne, portant sur le développement des capacités institutionnelles et la réorganisation du ministère des Finances du Liban a été lancé récemment.

Le projet a été attribué par l'Union européenne au consortium italo-français constitué entre Formez PA (Centre services, assistance, études et formation dédiés à la modernisation des administrations publiques) / ministère italien de l'Economie et des Finances et l'Agence Française Assistance Technique France- Adetef/ ministère français de l'Économie et des Finances- direction générale des Finances publiques.

FOCUS: LA PARTICIPATION LIBANAISE À L'EXPO MILAN 2015

Avec pour thème «Nourrir la Planète, Énergie pour la Vie», l'Expo Milan 2015 a pour but de contribuer à donner des réponses à une question très importante: Est-il possible d'assurer une alimentation saine et de qualité à tous les êtres humains?

Ce sujet est étroitement lié aux huit objectifs du Millénaire pour le développement élaborés par les Nations Unis et particulièrement avec les objectifs suivants: numéro 1 (réduire de moitié, entre 1990 et 2015, la proportion de la population qui souffre de la faim), numéro 4 (réduire de deux tiers, entre 1990 et 2015, le taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans), numéro 5 (réduire de trois quarts, entre 1990 et 2015, le taux de mortalité maternelle), numéro 7 (intégrer les principes du développement durable dans les politiques et programmes nationaux et inverser la tendance actuelle à la déperdition des ressources environnementales) et numéro 8 (mettre en place un partenariat pour le développement).

La façon dont les participants reflètent leur identité culturelle, historique et sociale dans le thème sera la clé pour créer une expérience unique et aux multiples facettes. Elle représentera la force communicative de l'Expo Milan 2015 et sera cruciale pour son succès.

En ce qui concerne le Liban, qui a signé son contrat de participation en novembre dernier à Milan, sa présence à cet évènement représente pour l'Italie une étape fondamentale vers l'Exposition universelle et confirme l'excellent état des relations bilatérales.

Il est important de souligner que le dialogue continu avec les autorités libanaises et les suggestions du commissaire général libanais, Simon Jabbour, ont poussé les organisateurs à créer un «Cluster» dédié à l'histoire, aux traditions et à l'alimentation de la région méditerranéenne. Le «Cluster bio-mediterraneum» est le projet le plus large de l'Expo Milan 2015, avec une surface totale de 7 330 m^2, destinée à accueillir 12 États d'Afrique, d'Asie et d'Europe. Parmi eux, neuf pays ont déjà signé le contrat de participation (Algérie, Égypte, Croatie, Liban, Libye, Monténégro, San Marin, Serbie et Tunisie).

L'Italie est convaincue que la présence du Liban dans le «Cluster Bio-Mediterraneum» contribuera beaucoup à l'expérience des visiteurs de l'Expo Milan 2015, qui auront la chance de rencontrer la culture, l'art, les traditions du Liban, et de goûter sa cuisine. Pour cela, les organisateurs de l'exposition continueront à soutenir la participation libanaise à cet évènement, notamment à travers le soutien financier de l'Italie.

Enfin, il est fondamental de souligner que, en tant que pays hôte de l'Expo Milan 2015, l'Italie souhaite que l'exposition de Milan puisse rester dans l'histoire, non seulement pour la beauté et la grandeur des pavillons mais surtout pour sa contribution à la réflexion mondiale sur le thème choisi et pour la qualité et l'efficacité des idées qui seront proposées.

EXPO MILAN 2015: QUELQUES DONNÉES CHIFFRÉES

- 144 pays participants officiels - équivalent à 88% de la population mondiale.
- Les Nations Unies ont adhéré à l'Exposition universelle aux côtés de l'Union européenne et du CERN. Pour la première fois dans l'histoire des Expositions universelles, les organisations internationales auront une présence diffuse et transversale à l'intérieur du site de l'exposition et elles pourront participer au développement des contenus du thème «Nourrir la Planète, Énergie pour la vie».
- Plus de 15 participants de la société civile. C'est à dire les organisations de la société civile qui appartiennent à des réseaux internationaux et qui ont signé un accord de participation avec Expo Milan 2015 pour réaliser un programme culturel d'au moins trente événements liés au thème.
- 1,1 million de m^2 de surface.
- Six mois de durée totale d'exposition (du 1er mai 2015 au 31 octobre 2015)

Mais on ne peut pas parler de commerce entre l'Italie et le Liban sans parler du Bureau commercial mis en place par l'ambassade d'Italie pour réguler et renforcer les relations économiques et commerciales entre les deux pays.

BUREAU COMMERCIAL

L'activité du Bureau commercial de l'ambassade vise à encourager le renforcement des relations économiques et commerciales entre l'Italie et le Liban, en favorisant les contacts et la collaboration entre les institutions publiques des deux pays, ainsi qu'entre les secteurs privés italiens et libanais.

Les relations économiques et commerciales entre l'Italie et le Liban sont très étroites et caractérisées par une fructueuse collaboration qui devient de plus en plus importante et couvre tous les secteurs de l'économie.

Sur la plan commercial, l'Italie représente, à partir de l'année 2010, le premier fournisseur du Liban parmi les pays de l'Union européenne et le deuxième au niveau mondial.

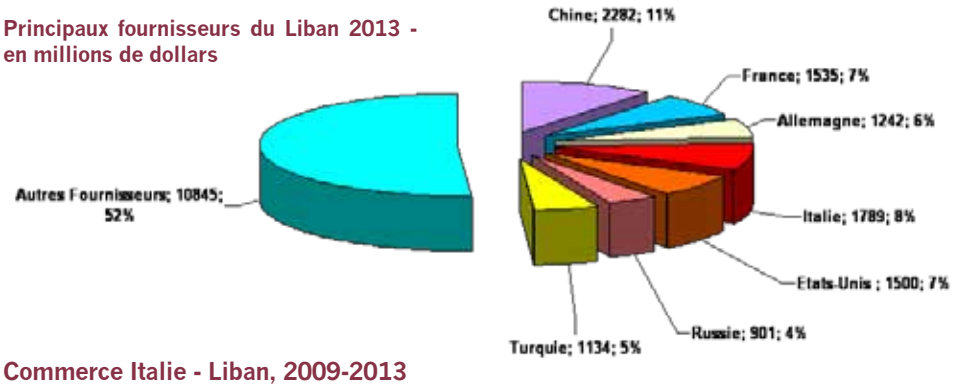
En 2013, l'Italie, avec des exportations s'élevant à 1789 millions de dollars (8,4% du total des importations libanaises), a ravi le deuxième rang, après la Chine, suivie de la France, des États-Unis, de l'Allemagne, de la Turquie, etc.

ECONEWS | in English

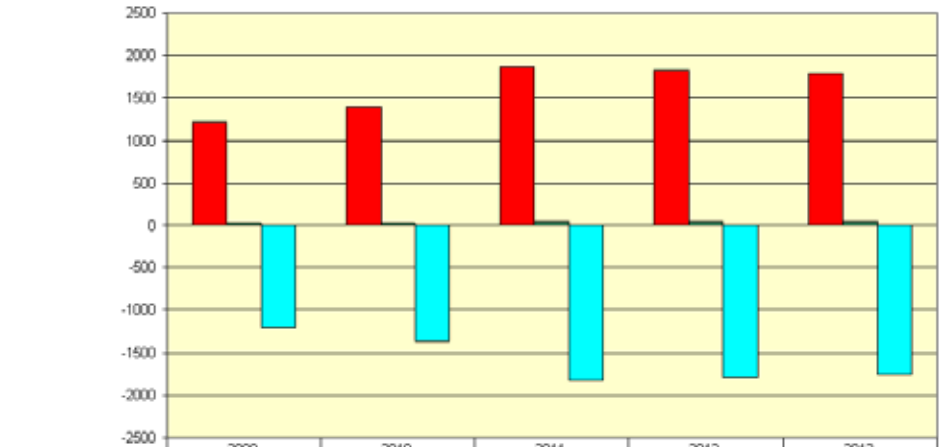
THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE,
INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

Les principaux produits importés d'Italie sont les suivants: huiles de pétrole raffinés, produits chimiques, machines et appareils mécaniques et électriques, métaux de base et produits en métal, vêtements, produits alimentaires, articles en plastiques et matériaux de constructions.

Principaux fournisseurs du Liban 2013 - en millions de dollars



Commerce Italie - Liban, 2009-2013



	2009	2010	2011	2012	2013
Exportations italiennes	1225	1394	1868	1830	1789
Importations italiennes	23	31	37	37	38
Solde pour le Liban	-1202	-1363	-1831	-1793	-1751

La présence italienne au Liban est solidement implantée, couvrant tous les secteurs, des biens d'investissements, jusqu'aux biens de consommation et intermédiaires. Elle s'est concrétisée à la fois par des grandes œuvres et à travers des collaborations commerciales sous forme de franchises (franchising).

Les grandes œuvres ont été réalisées dans des secteurs très importants pour le pays, en particulier ceux de l'infrastructure électrique, des eaux et de l'assainissement des eaux usées.

En 2013, les sociétés italiennes qui ont ouvert des activités au Liban, sous forme de branche, succursale ou bureau de représentation, se sont classées au troisième rang pour nombre, à la suite du Royaume-Uni et de l'Espagne.

SECTION CONSULAIRE

La section consulaire de l'ambassade d'Italie à Beyrouth est compétente pour l'ensemble du territoire libanais. Dans cette circonscription, elle compte une communauté résidente de quelques 2 300 italiens, dont presque 2 000 inscrits dans les listes des résidents à l'étranger et près de 1 100 électeurs.

La section consulaire de l'ambassade assure une double mission d'administration et de protection consulaire à l'endroit des Italiens résidents et de passage dans sa circonscription.

Elle est compétente pour délivrer des passeports et des titres de voyage. Elle procède, sur leur demande, à l'inscription des Italiens dans le registre des Italiens établis hors d'Italie (AIRE). Elle fait fonction d'officier d'état-civil et se charge, entre autres, des dossiers de demande de citoyenneté.

Elle assure aussi la sécurité des Italiens qui peuvent la joindre 24 heures sur 24, 7 jours sur 7, tous les jours de l'année, en cas d'urgence. Elle prête secours et assistance aux Italiens les plus démunis ou en difficultés.

Elle tient la liste électorale consulaire et permet aux Italiens inscrits sur cette liste de s'exprimer et d'exercer leurs droits de vote en organisant toutes les consultations électorales qui se déroulent en Italie (référendums et élections législatives).

Et si votre intérêt n'est autre que la découverte de la beauté italienne du sud au nord du pays... rendez-vous au service des visas pour plus d'informations.

Service Visa

Le service Visa de l'ambassade d'Italie à Beyrouth est compétent pour émettre des visas pour l'accès des citoyens libanais en Italie et dans l'espace Schengen. Depuis l'été 2012, les demandes de visas peuvent être déposées auprès de la société TLS qui gère les différentes phases de dépôt de la demande, de vérification de la documentation et de restitution du passeport. Le service reçoit aussi les demandes de visas pour la Suède. En 2013, l'ambassade a émis presque 21 600 visas.

Fervents amateurs de Luchino Visconti, de Frederico Fellini et bien d'autres grands noms du cinéma italien, ou encore fan invétérés de la belle Rosselini, ou simplement amoureux de la cuisine italienne... l'Institut culturel italien au Liban vous attend. Vous pourrez notamment prendre des cours pour apprendre la langue de la sublime Ornella Muti....

L'institut culturel italien Au Liban

Présent au Liban depuis 1951, l'Institut culturel italien au Liban œuvre à renforcer les relations entre l'Italie et le Liban, principalement à travers l'enseignement de la langue et de la culture italiennes ainsi qu'à travers l'organisation d'activités culturelles dans différents domaines.

Depuis sa création, l'Institut organise des cours de langue de tous niveaux dans ses différentes branches et délivre des certificats de langue italienne en collaboration avec certaines institutions universitaires italiennes. Il collabore aussi avec de nombreuses institutions libanaises publiques et privées pour l'enseignement de l'Italien.

Très important, le projet L2S pour l'introduction de la langue italienne comme deuxième langue étrangère dans les écoles d'État libanaises, officiellement inauguré en collaboration avec le Centre de recherche et de développement pédagogiques (CRDP) à partir de l'année scolaire 2000-2001, couvre actuellement neuf écoles avec plus de 1 800 élèves. L'Institut collabore aussi avec le département de Langue italienne de l'Université libanaise, où œuvre un lecteur officiellement mandaté par l'État Italien, ou encore avec le Conservatoire National Supérieur de Musique libanais. Il collabore régulièrement avec l'USEK, l'Université Antonine, l'NDU, l'AUB, et d'autres universités sur le territoire libanais.

L'Institut est aussi actif dans les domaines culturels, permettant à l'excellence italienne de s'exprimer au mieux et de partager tous ses acquis avec le public libanais. Il organise ou collabore à des conférences, des séminaires, des concerts, des expositions, des festivals, etc. Parmi les derniers évènements réalisés, nous citerons, dans le domaine musical, le concert de Vinicio Capossela avec Liban Jazz, les inaugurations avec des artistes italiens des festivals Beirut Chants et Al Bustan, de nombreux concerts de musique classique et, il y a quelques jours, la présentation de deux groupes italiens dans le cadre des célébrations organisées à Naqoura pour les 36 ans de l'UNIFIL au Liban Sud.

L'Institut a également organisé plusieurs expositions, souvent en collaboration avec Solidere.

L'activité cinématographique a elle aussi été intense, avec la participation au Festival du Cinéma Européen et la première édition au Liban du Festival Venezia Cinema à Beirut, en collaboration avec La Mostra del Cinema de Venise, suivis en mars de la projection en avant-première du film italien La grande bellezza, de Paolo Sorrentino, film qui a remporté l'Oscar 2014 dans la catégorie meilleur film en langue étrangère.

Une amitié, quant à elle, s'entretient aussi entre les pays grâce à une coopération accrue...

Bureau de coopération

L'amitié de longue date entre le Liban et l'Italie se traduit par une alliance historique en matière de coopération au développement. En 1983, le gouvernement italien a créé une ligne de crédit de 30 millions de dollars pour soutenir le processus de pacification du pays et son programme de reconstruction, et réalisé des infrastructures encore opérationnelles aujourd'hui, telles que les stations pour l'approvisionnement en eau potable de Beyrouth. À la fin de la guerre civile, l'Italie a maintenu son soutien au Liban à travers des contributions en dons et prêts s'élevant à 100 millions d'euros. Après le conflit de l'été 2006, une aide supplémentaire de 90 millions d'euros a été octroyée. Compte tenu du volume des opérations, un Bureau de coopération (UTL) a été créé auprès de l'ambassade d'Italie à Beyrouth en 2007.

Dans la mosaïque culturelle et politico-confessionnelle libanaise, la Coopération italienne a su s'appuyer sur un tissu de ressources humaines ancré dans le territoire et bâtir un réseau comprenant de nombreux acteurs locaux, indépendamment de leur appartenance religieuse et politique. L'approche italienne à la coopération ne se limite pas à l'apport en ressources financières à partir d'engagements internationaux, mais aussi et surtout, elle vise à contribuer avec des capacités humaines, en se plongeant dans le contexte national, pour comprendre son essence et en respecter les traditions et coutumes. Aujourd'hui, la Coopération italienne au Liban met en œuvre des pluriannuels pour une valeur de 160 millions d'euros, à travers les canaux bilatéral et multilatéral, s'appuyant sur une participation stratégique des ONG italiennes et locales.

Aujourd'hui, nous sommes engagés dans la création de systèmes de collecte et de traitement des eaux usées et de réseaux d'approvisionnement en eau dans plusieurs régions du pays, afin de répondre aux besoins des communautés par un système efficace d'infrastructures. De même, nous développons des projets visant à promouvoir la diversité culturelle du Liban, à protéger ses ressources naturelles et son héritage culturel, car cela contribue à la construction d'un sentiment d'appartenance. Dans le domaine social, nous œuvrons au renforcement du rôle des femmes dans la société et travaillons pour assurer aux jeunes une plus grande représentativité. Par ailleurs, nous renouvelons constamment notre soutien à la communauté des réfugiés palestiniens.

Enfin, depuis 2012, le Bureau de coopération à Beyrouth héberge et coordonne les activités en réponse à la crise humanitaire en cours en Syrie et dans les pays voisins.

Ita - Agence Italienne Pour L'internationalisation

Le rôle principal de l'Agence est d'assister les entreprises italiennes sur les marchés internationaux et d'encourager les entreprises étrangères à plébisciter l'Italie en tant que partenaire commercial. Constamment attentive aux besoins des entreprises, elle fournit des services à forte valeur ajoutée. Grâce à ses bureaux à l'étranger, elle interprète les dynamiques de l'évolution rapide des différents marchés, identifie et exploite les meilleures perspectives.

Ses activités principales sont l'information, l'assistance, la promotion, la formation des entreprises et des institutions, le développement de la coopération dans les secteurs industriels, agricoles et au niveau des services.

Le Bureau de Beyrouth a fourni en 2013 des services d'assistance à plus de 500 hommes d'affaires libanais et italiens.

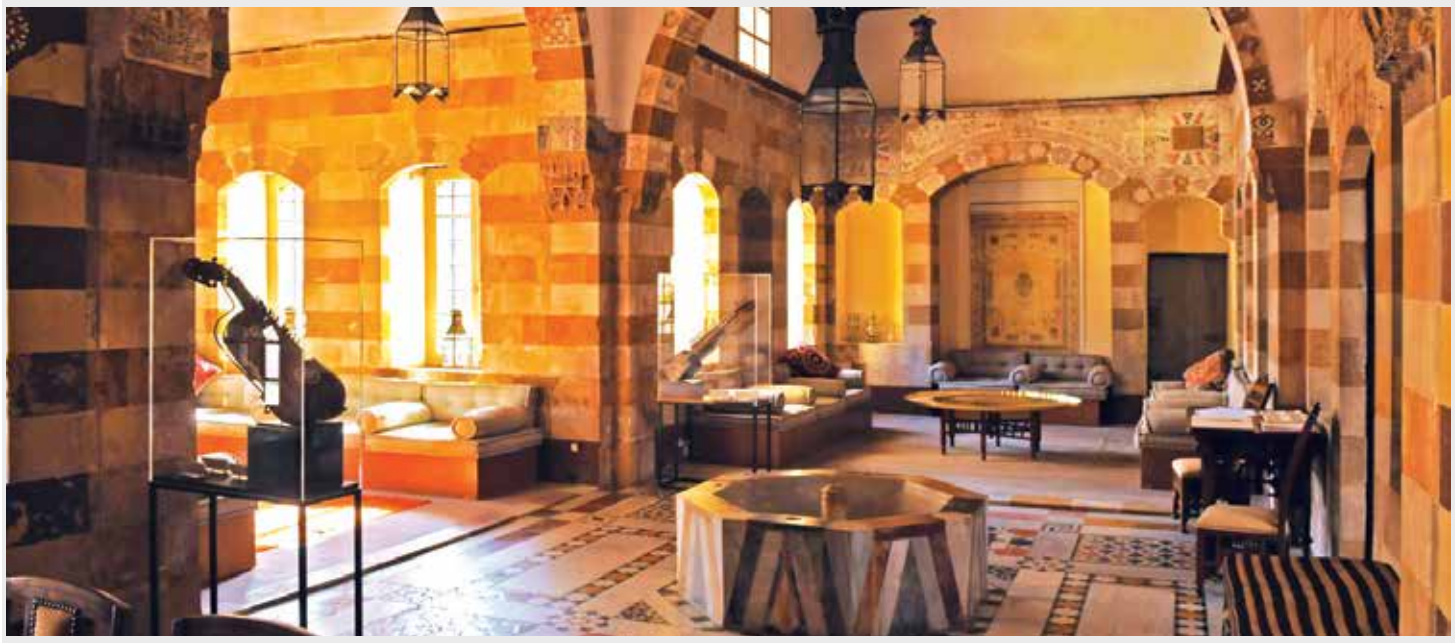
Parmi les différentes activités promotionnelles, le Bureau plébiscite les missions d'entreprises libanaises en Italie, avec la visite des grandes expositions et des districts productifs, missions souvent accompagnées de rencontres B2B. En 2013, le Bureau de Beyrouth a délégué en Italie plus de 60 hommes d'affaires libanais, faisant partie de 17 missions couvrant les secteurs majeurs de l'industrie italienne.

À noter aussi l'importance de l'activité d'information sur le marché libanais, avec la publication constante de renseignements économiques et commerciaux, de l'actualité des grands projets, des appels d'offres, des opportunités d'affaires et des études de marché.

ECONEWS | en français

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE,
INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

Escale au musée du Palais Debbané…



Salles historiques: la qa'a avec ses trois diwans et sa fontaine

Fondation Debbané
Musée du Palais Debbané

La 'ataba

À Saida, dans la rue Al Moutran, le patrimoine culturel garde une place privilégiée avec le Musée du Palais Debbané, ouvert au public depuis l'année 2001. Un lieu chargé d'histoire ottomane et où l'Orient, ses saveurs et ses couleurs, gardent toute leur authenticité.

Pour la petite histoire, la Fondation Debbané, qui a vu le jour en 1999, a entrepris dès l'année 2000 des travaux dans le palais Debbané, propriété familiale depuis 1800.

Avant son rachat par Joseph Debbané, l'édifice avait appartenu à Ali Agha Hammoud qui l'avait fait construire en 1721. Ce palais serti d'histoire sera habité par la famille Debbané jusqu'en 1978 et on suppose que la guerre du Liban et d'autres circonstances l'ont éloignée du palais de Saida, ville côtière libanaise.

Le destin de ce palais est «consacré » en 1968, quand l'imposante demeure est classée monument historique. Le palais, à l'histoire mouvementée, sera aussi occupé par des refugiés de 1978 jusqu'aux années 1983.

Mais la famille Debbané reprendra les reines en créant en 1999 une fondation éponyme, destinée à conserver les lieux. Des travaux seront alors menés par la Fondation Debbané dans ce palais féerique, jusqu'à son ouverture au public en 2001. Cette date marque aussi la restauration et la requalification de l'édifice en musée. En effet, la même année, la Fondation adhère au Conseil international des musées (ICOM) et au Comité international pour les demeures historiques-musées (DEMHIST).

Quelques mots sur ce Musée mais rien n'égale une visite

La salle historique, la Qa'a, avec ses trois diwans et sa fontaine, est une demeure du 18e siècle qui présente tous les éléments constitutifs d'un dar arabo-ottoman avec une cour centrale où l'élément principal est une cour intérieure donnant accès aux pièces qui l'entourent. Elle témoigne d'une maitrise parfaite de l'architecture à la manière de l'école de décoration damascène enrichie par l'art ottoman.

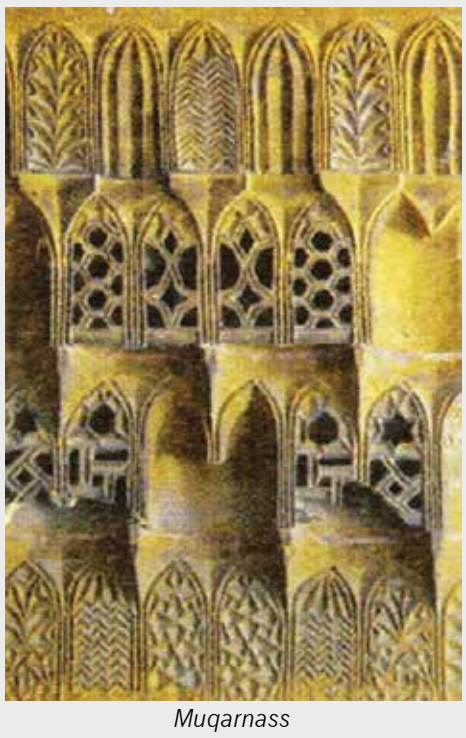
C'est en 1920 que le bâtiment prend son aspect actuel, avec sa baie vitrée éclairant la cour centrale en contrebas et son toit en tuile rouge. Rappelons aussi que la façade a dû être restaurée en 2004 car rien n'est plus fort que le temps qui passe. Les musées ont un atout que n'ont pas les humains. Ils sont immortels, à condition de les entretenir. Ce que la Fondation Debbané continue de faire.

La fondation a aussi l'intention de compléter le musée en retraçant l'histoire ottomane de Saida, son patrimoine architectural et son mode de vie entre les murs d'une demeure du 18e siècle ayant retrouvé tout son éclat.

Pour parfaire l'utilisation des salles du Palais, un projet de « musée virtuel » est en cours de préparation. Il montrera au visiteur en photos (3D et autres) les superbes et impressionnants sarcophages découverts en 1887 (à 500 mètres du Palais Debbané à Saida) et transportés et exposés au musée archéologique d'Istanbul.

Le musée de la Fondation Debbané est ouvert tous les jours de 9h à 18h, à l'exception du vendredi.

Élément décoratif



Muqarnass

La cour centrale

ECONEWS | in English

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE,
INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

Introducing Sahel Akkar Farmers to Modern Marketing Techniques

Introducing farmers to modern marketing techniques was the purpose of organizing a joint event between North LEDA and World Vision Lebanon to help farmers of the Akkar region better promote and sell their products in the marketplace,

The event took place at Greenland restaurant in Edbel, Akkar on the 29th January, 2014, and it was attended by small, medium and large farmers of the region, Presidents and members of agricultural cooperatives, as well as Mayors and representatives of municipalities.

In a welcome note, Ms. Corine Sakr, representing World Vision Lebanon in Akkar, presented the World Vision efforts to support the farmers with all kind of needed assistance, especially in this critical period that is affecting Akkar Caza and the region.

LEDA Director, Mr. Alin Chatry, gave a brief presentation about the basics of Marketing and the basics of a successful marketing strategy.

As a milk value chain expert, Mr. Fadi Chehade, Owner and General Manager of a Health Animal Center (HAC), elucidated briefly the milk value chain. First, he presented the factors that help improve the quality of cow milk. Then he spoke about the precise and correct ways of milking and transferring the milk produced to the manufacturing companies and how to market the product and deliver it to the end consumer.

On his turn, Mr. Hussein Awada, agricultural cooperative expert, presented the essential role of cooperatives in the agricultural sector. He demonstrated how cooperatives could be a thoughtful solution, mainly for marketing activities as well as for territorial marketing development.

Dr. Khaled Al-Omary, Manager of the "Quality Control Center" in the Chamber of Commerce, Industry and Agriculture of Tripoli and North Lebanon, presented the Lab and the Center and the services they could offer to the farmers.

In the end, the panelists answered all attendees' questions, and provided reference for any future requests or questions, creating a positive interactive atmosphere.

North Lebanon Local Economic Development Agency is a model partnership between the Public and Private Sectors and the Civil Society, and was established with the support of the United Nations Development Programme (UNDP) ART GOLD North Lebanon Initiative.

It is an instrument for implementing regional economic development projects and strategies covering North Lebanon from Batroun to Akkar.

North LEDA
www.north-leda.org
info@north-leda.org
+961 6 430671

since 1906
TEL CHIHA HOSPITAL
your life is our concern

Your Life is our Concern...

For Celebrating Mother's Day, the Chamber of Commerce Training Center of Zahle and Bekaa, in partnership with Tel Chiha Hospital, and in cooperation with Diet Center and Orliss, organized a medical lecture about the proper nutrition program, Orthopedics and beauty surgery.

THE LECTURE ENTITLED "YOUR LIFE IS OUR CONCERN" WAS ATTENDED BY SOCIAL, CULTURAL, ECONOMIC ACTIVISTS AND BUSINESSWOMEN.

In Tel Chiha Hospital Conference hall Ms. Mariza Mhanna - Director of the hospital, welcomed the attendees. The objective of organizing this lecture on Mother's Day Occasion is to introduce the latest dermatological procedures and the consumption of healthy food for avoiding aging.

Mrs. Maria Rizkallah, Director of the Training Center spoke about spreading the culture of proper nutrition and linked it to the economy and health budgets. Mrs. Sawsan Wazzan, owner of Diet Center, explained pros and benefits to follow a sound nutrition to avoid Osteoporosis and sagging skin. Doctor Mirna Doummit from the Lebanese American University (LAU), spoke about Breast Cancer and awareness campaigns about the dangers of this disease. Dr. Pierre Abou Sleiman, Dr. Ziad Asmar, Dr. Henry Stefan and Dr. G0

hassan Haddad demonstrated the latest developments and innovations in the world of orthopedic surgery and cosmetic surgery.

This event was sponsored by:

Régilait -Cascada Village- Rossonero Jewellery & Watches- Le Pain Magique - Orliss- Diet Center- La Carterie- 26 Branding Studio- Pierre Noel Salamé- Rouba SE- No Mercy- Water Berdawni- Café Najjar- Sanita- Pharmamed- Toys City- Etablissement Antoine Massoud "KELLOGS"- Boecker- Dip N Dip- Ahmad Sabra "Hair Dresser"- Khatcho Gas Station.

ECONEWS | in English

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE,
INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

Lebanon Support Group Meeting in Paris to mitigate impacts of the Syrian crisis

French President Francois Hollande and Foreign Minister Laurent Fabius hosted the second International Support Group for Lebanon on March 5th, 2014. President Michel Sleiman expressed his optimism as to the commitment of the international community to pledges made towards Lebanon with regards to the Syrian refugees' issue and for providing support to the Lebanese army as well.

François Hollande et Michel Sleiman à l'Elysée

The Group was first created in 2013 to help Lebanon deal with war situation in neighboring Syria, and is intended to provide financial, political and security support to the Lebanese government to tackle the flood of refugees. There are currently more than 930,000 registered Syrian refugees in Lebanon· although the exact number is thought to be much higher· straining the security, the limited resources and assistance available, as well as an already fragile economy.

President Hollande stressed the importance of the meeting by stating that it was not only important for Lebanon, but for the entire Middle·East, as well. "Lebanon is facing a very serious crisis and needs the assistance of the international community to help stabilize its political situation, secure its borders and boost its economic development", he added. He praised President Sleiman's efforts to withdraw Lebanon out of the Syrian crisis, the importance of the Baabda Declaration and the policy of self·distancing. He presented three main steps needed to help alleviate Lebanon's current difficulties:

1· Economic support for Lebanon: The World Bank created a special fund which could reach as much as $50 million;

2· Aid to the Syrian Refugees: The High Commissioner for Refugees for the United Nations Antonio Guterres echoed President Hollande's statement when he stated that Lebanon could not be the only country bearing the brunt of the influx of refugees;

3· Reinforcing the Lebanese Army: The French government to provide equipment and training thanks to the $3 billion aid from Saudi Arabia

President Hollande expressed his commitment to a unified and stable Lebanon and stressed the gravity of the Syrian refugee crisis, and pointed out that 1 in every 4 people in Lebanon is now a refugee.

> "1 IN EVERY 4 PEOPLE IN LEBANON IS NOW A REFUGEE. "THERE IS NO OTHER COUNTRY IN THE WORLD HAVING THIS RATIO OF REFUGEES TO ITS OWN PEOPLE"

"There is no other country in the world having this ratio of refugees to its own people" he said, and concluded that aid was not only necessary, but vital in this case.

For his part, President Sleiman thanked President Hollande and France for their continuous support. He pinpointed the importance of the timing of the conference given the current regional situation as well as him reaching the end of his presidential mandate. Regarding President Hollande's three steps, he thanked Norway for initiating the fund for Lebanon to re·boost its economy, and called on the entire support group to contribute to this particular fund.

Regarding the aid to the Lebanese army, he mentioned the progress that had been made to date and hoped to see future cooperation between the French, the American and the Lebanese army to boost the capacities of the army.

Finally, regarding the Syrian refugee crisis, he called on the partners that took part in the Kuwait conference back in January to respect the pledge of $ 2.4 billion that was made in this regard. He also called on neighboring countries to share the burden of the refugees and suggested the creation of security camps alongside the borders.

In an exclusive interview with Future TV's Beirut correspondent in Paris, Noor Akl, Foreign Affairs Minister Gebran Bassil said "this meeting was a positive step although it was not a pledging conference, it was very important for the international community to show support for Lebanon in these difficult times and through the regional turmoil". He also expressed his hopes that this would contribute to the much needed stability for the country and could make progress regarding its democratic status.

Finally, US Secretary of State, John Kerry stated that the influx of Syrian refugees in the last three years had an extraordinary impact on the internal dynamics of Lebanon. He added that the economy has suffered a lot with more people looking for work and working for less, driving wages down and changing the nature of the nation. According to a statement released by the US Department of State, the United States is proud to have provided Lebanon $340 million in humanitarian aid for its development process. He also pledged that the United States would continue to support the Lebanese Armed Forces and other security institutions to help build a strong and secure country.

ECONEWS | in English

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE,
INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

Cinematography and Production: Making Beirut Picture Perfect

Youmna Naufal

Beirut is considered a gold mine for story telling because it is a city that possesses a rich culture, a bloody history of war, a geography that sets it in the headlining nations of the Middle East, and most importantly its resilient talented people who have learnt to survive in a system where stability is almost non-existent. In recent years, few Lebanese have developed transcending artistry with their films being showcased in festivals around the world.
Screenwriter and Director George Khabbaz is one of those artists whose critically acclaimed film 'Ghadi' released in 2013, depicts the story of a small Lebanese village where a man named Leba (played by Khabbaz himself) tries to cope with one of his children who was born with Down's Syndrome.

Khabbaz explains that 'Ghadi' was one of the first movies in Lebanon not to tackle war or love, stressing that it is a story about humanity. Inspired by his own volunteer work in a center for children with specials needs, he noted how surprised he was to discover the general feeling of discomfort around people with special needs in Lebanon. "If we cannot accept a body difference, Khabbaz asks, then how can we then accept a person with a different religion or anyone who is different in another way?", noting this could be a reason for all internal conflict in the country.

Khabbaz says "it is easy to succeed in Lebanon, though one has to work hard to maintain what can swiftly become an ephemeral fame, whereas abroad it may take longer to make it but the respect follows instantly and usually lasts". Adding to the list of challenges in Lebanon is the lack of government support for the film and production industry. The lack of available resources and personnel prompted Khabbaz to become the writer, producer and actor in his movie; a learning experience and an exhausting one.

According to Khabbaz, the industry is still far more superior in Lebanon compared to other Arab countries, noting the diversity of languages and backgrounds, openness to the West and the joie de vivre of Lebanese people. In addition to his other titles, Khabbaz is also a playwright. He describes his love for theater by stating that he takes the feelings of people, pencils them on paper and then the feelings take shape by actors on stage, and those people in the audience apprehend it as their own story.

A documentary film maker working in Lebanon, who chose to remain anonymous, explains that in the upcoming years there would be a rise in the quality of film making. This is due to a new generation that has taken interest in film school and audiovisual studies. This new generation of educated film makers, have knowledge background and enough time to work, gather experience, and garner money and courage to go into film. This first wave of students is now showing up. The students of the mid-nineties, who are now mature, are going to release their productions.

Whereas one good film was being released every two or three years, in 2013 there were two or three very well received Lebanese movies. The anonymous film maker goes on to explain that the film industry is not really existent in Lebanon as there is an assemblage of pictures that are starting to resemble a film industry but it is not quite there yet. When asked if documentaries were easier to make than films, the expert answered that they were not because most of them are politically oriented. They are based on political personalities, on the history of Lebanon which is highly political and very difficult to depict as it has not been written nor agreed upon. Each side has its own version, so how does one make a documentary on Lebanon when there are four official versions of the truth.

Although there is a high level of rising talent in the country, two main problems exist: On the one hand, the market is extremely small (if 200000 tickets are sold in Lebanon that is a great number) and does not cover the cost of movie making. Film makers are creating these features out of pure passion. The availability of modern technology has helped in costs, still the market remains small. Lebanese talent is, however, recognized and many foreign filmmakers hire Lebanese people to work on their projects abroad.

On the second hand, script writing skills of the Lebanese, in general, are poor. In order for one to be a good writer, the expert argues, one has to have culture, and the Lebanese culture lacks many things –mainly the script writers as they don't know who they are writing for. He further explains that in their minds, they are writing a western film for an eastern audience, and they don't know who their audience is because they don't know who they are. The writers are half French, half Lebanese, half American and this can be confusing. Writers are lost and therefore the script's voice is lost.

There is a positive wave coming in and slowly, but surely this wave will bring about good films. However, film makers understand they need to transcend borders allowing for more income and more exposure. The Lebanon that is "exported" seems to be more valuable than the Lebanon "explained within". There are fewer conflicts when foreigners are the target audience. There seems to be a greater love for Lebanon abroad.

Jyad El Murr, who is the Chief Operating Officer of two major radio stations, one production house and a co-manager of MTV, one of the leading TV channels in Lebanon, seems to have another opinion about Lebanese talent. He believes that expanding towards regional and international channels is a good idea, however, he also thinks that the Lebanese remain the most creative people in the Middle-East.

The reason the Lebanese are the best, is because they had a head start, he explains. The experience the Lebanese have is valuable to others. Murr notes that the TV stations in Lebanon, for example, are more Europeanized than other Arab channels. The Lebanese have that advantage of quality in their products and essentially in everything they put out having been influenced by the West in their content and manners of getting things done.

It is important to acknowledge, according to Murr, that the last three years have been tougher because of the Syrian crisis. How does he keep everything afloat? He copes with the situation, Murr answers and "by shifting some of the production to Dubai or Cairo temporarily in order to survive difficult challenges" he adds.

Murr has always been a music fan first and foremost. This has led him to start the music channel "Aghani Aghani" in addition to the ones he already manages. Murr explains that the closeness of the Lebanese to European and American cultures made them create modern styles.

In order to run a successful production house, Murr says "all it takes is passion, knowledge and quality". The situation may be dire at the moment, but no matter the challenges, they are never too high to overcome for a country that uses all its resources to get ahead; and in terms of stories, there are plenty to tell.

ECONEWS | in English

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

"Youth Unemployment: Bringing Davos Insights to Beirut"

According to the World Economic Forum, youth make up 17% of the world's population and also 40% of the world's unemployed. There are 1.2 billion youth in the world aged between 15 and 24. 87% of youth live in developing countries. It is important to note that the Middle East and North Africa region has the highest unemployment rate with over 20% of youth are jobless.

In order to address the major causes of unemployment, specifically in Lebanon, and how they may be alleviated, the Global Shapers of Beirut held a panel on March 3rd, 2014 at the American University of Beirut in collaboration with the Center for Civic Engagement and Community Service and Fortium Consulting.

Panelists included Mr. Kamal Shayya, President of Masar Association, who has worked extensively in the field of youth development for more than 20 years, and has contributed to designing national strategies and action plans on youth development. Also on the panel was Dr. Khater Abi Habib, Chairman and General Manager of Kafalat. Before joining Kafalat, he was the Chairman and General Manager of the National Institute for the Guarantee of Deposits. Mr. Ziad Mabsout, a global shaper himself, and a senior Investment Analyst at Fortium Consulting, was the third and final panelist who was leading the debriefing session on the Annual Davos Summit he attended in January 2014.

Abi Habib kicked off the discussions by noting that entrepreneurship was opening new doors for the younger generation by promoting self employment and allowing one to create his or her own opportunities. More importantly, he stated that it was important to tackle the root causes of unemployment in Lebanon through different studies conducted by non-governmental organizations to better understand the demographics of the country. Unfortunately, although Lebanon has the highest rate of literacy in the Middle-East, according to the World Economic Forum, education is often not adequately tailored to the needs of the labor market, which means that firms are unable to hire the skills they need. Combined with the inability of many economies to create sufficient jobs, it has resulted in increasing the educated unemployed.

> "EDUCATION IS OFTEN NOT ADEQUATELY TAILORED TO THE NEEDS OF THE LABOR MARKET, WHICH MEANS THAT FIRMS ARE UNABLE TO HIRE THE SKILLS THEY NEED."

On the topic of education, Shayya said that a mismatch exists between education and the marketplace in Lebanon, with too little jobs available for the nation's most educated. He was quick to blame the government and lack of political and economic stability in the country as a cause for unemployment among youth having dealt with them directly. Shayya initiated the youth policy process back in 2000, and forged a tripartite long term partnership between civil society, the Ministry of Youth & Sports, and the United Nations Youth Task Force to help shift the focus on youth development. He currently cooperates with the Lebanese parliament over relevant legislation that is necessary for policy implementation.

Obviously, all participants noted that with the crisis raging on in the neighboring Syria, and with an increasing influx of refugees, Lebanese officials' priorities are not currently focused on unemployment. Evidently, the spillover has affected potential investors and tourism resulting in an ailing economy with a barely yearly growth. Although in the short term run the panelists seemed pessimistic, they all noted that Lebanon had the chance to eventually weather the storm as it has repeatedly done in the past.

WORKING TOWARD THE COMMON INTEREST

FCCIAL's aim is to build an increasingly dynamic and globally competitive Lebanese economy and to promote the common interest of the four regional Chambers vis-à-vis the Lebanese Goverment and other national and international institutions by being:
• The main economic lobbying group in Lebanon
• A versatile service provider
• The Key interlocutor with external parties on economic issues, specifically those connected to commerce, industry and agriculture

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

CCIAB Bldg., 12th Floor, Sanayeh, Beirut | T: +961 1 744 702 | email: fccial@cci-fed.org.lb | **www.cci-fed.org.lb**

ECONEWS | in English

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE,
INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

The Lebanese Economic Forum 2014 with HE President of Lebanon Mr. Michel Sleiman

Held under the patronage of His Excellency the President of the Republic Michel Sleiman, the Lebanese Economic forum took place at the Four Seasons hotel on March 8th, 2014 with the participation of more than 500 people from Lebanon and other Arab countries.

The event was attended by Prime Minister Tammam Salam , former Minister Fouad Siniora , the Deputy Prime Minister and Defense Minister Samir Mokbel, and Energy Minister Arthur Nazarian, Tourism Minister Michel Pharaon, and other Lebanese and Arab officials.

The group honored the businesses of both Chief Executive of Al Baraka Banking Group and the former president of the Union of Arab Banks Adnan Yousif, as well as Majid Al Futtaim Properties.

His Excellency President Michel Suleiman opened the discussion saying that what makes this forum unique is the collective will, to move forward in the development and reform sectors. Over the years, Lebanon has shown the ability to maintain an economic stability despite the internal and regional turmoil.

President Sleiman went on to add that the basic tool to address the weaknesses Lebanon has , lies in the preparation of solid budgets, that can be subdivided into several policies should they be complementary to the tax system and the structure of spending . There should be a need for legal texts, he added, which require an annual review of the economic budgets, with the help of the private sector , to lay the foundations for the appropriate engineering budget and public debt management .

The President of the General Union of Chambers of Commerce, Industry and Agriculture for Arab countries , Mr. Adnan Kassar , congratulated the President of the Republic Mr, Michel Suleiman on succeeding along with Prime Minister Tammam Salam , in the formation of the new government , devoted to a united “national interest " and in cooperation with all political parties.

The President of the Federation of Chambers of Commerce, Industry and Agriculture in Lebanon Mr. Mohammad Choucair, said that world countries conform to a mechanism to protect their prosperity and stability, and create an atmosphere conducive to investment and stimulus. He added that Lebanon's economy is in a critical situation and needs special care as it no longer has the ability to carry the burden of the crises of the region.

The President of the Association of Banks in Lebanon , Dr. Francois Bassil praised the positions of the President of the Republic and lauded his courage and wisdom , and his tireless efforts to fulfill the constitutional obligations towards the nation and the common values shared by its people. He added that there is a precise and economic situation that is difficult not to be addressed urgently or with careful attention notably with respect to the weakness of the Lebanese labor, the stability of the exchange rate and the low rates of inflation to mention a few.

ECONEWS | in English

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

Defining Arbitration and Alternative Dispute Resolution

Dr. Muhieddine Kaissi

Arbitration is where a contract is made between two or more parties in the course of a business; it is becoming increasingly more common for the parties to agree that any dispute shall be resolved by arbitration.

All disputes, differences or problems between the parties to a contract with respect to any matter or thing arising out of or relating to the contract, shall be referred to the arbitration of one or more arbitrators.

Such contracts, providing that any dispute shall be solved extra-judicially (out of court), are perfectly valid. As a matter of fact, if one party disregards such a clause, the court may stop the legal action and will compel the party to go to arbitration.

In this connection, a distinction must be made between a domestic arbitration agreement and a non-domestic or international arbitration agreement.

A domestic arbitration is one in which the parties are Lebanese nationals or citizens or Lebanese companies. A non-domestic arbitration is one in which the subject matter of the agreement concerns the interests of the international trading.

The main reasons why the parties may insist on an arbitration clause in their agreements are:

1-The procedure is quicker than going to an establishment (court of law).

2-The dispute can be resolved more cheaply than resolving the dispute before the State's courts of law.

3-The arbitration proceedings can be conducted out of the glare of publicity according to the rule of confidentiality of the proceedings.

The confidentiality rule avoids the disclosure, which is prejudicial to the interests of the parties within the international business circles. The advantage of confidentiality, as compared to litigation, has been one of the contributing factors to the success of arbitration as a preferred mean for dispute resolution.

This does not, however, go without major disadvantages because secrecy is an obstacle to the formation of a line of precedents without which there cannot be an established body of law. Not having free access to arbitral awards, it is impossible to find out the general principles on which arbitrators rely for their decisions.

4-The arbitrator will usually be someone who is qualified in the technical aspects of the matter of dispute.

Every agreement is assumed to include the following provisions unless a contrary consideration is expressed:

a- Reference is made to a single (sole) or more arbitrators.

b- If there is reference to three arbitrators, every party may appoint an arbitrator and the two arbitrators appoint the umpire.

c- The award, when made by the arbitrator, will be final and binding on the parties.

d- An interim award may be made.

e- Costs are at the discretion of the arbitrator. He can award costs to be paid by either party.

JUDICIAL REVIEW

The court of law may still retain some control over the award, and may grant permission to appeal an arbitrator's decision on a point of procedure or on a point of law. The parties may exclude a judicial review, and so the effect will be that there will be no appeal to the court of appeal on a point of law.

A different form of arbitration, the Alternative Dispute Resolution known as (ADR), can only take place by agreement between the parties. The main feature of this system of dispute resolution is that the decision will not be imposed by a judge or an arbitrator; rather it will be reached by the parties themselves. ADR was initiated in the USA over 25 years ago, and is intended to overcome some of the disadvantages of litigation and arbitration.

The idea is not new, lawyers used to have recourse to this kind of action that is usually preferable to settlement out of court. The risks of allowing a dispute to be decided by a judge are obvious, and the expenses can sometimes be considerable. Moreover, if a dispute can be resolved by agreement between the parties, then each party will consider itself a winner; whereas if the case is decided by a judge, then there will be a loser and a victor.

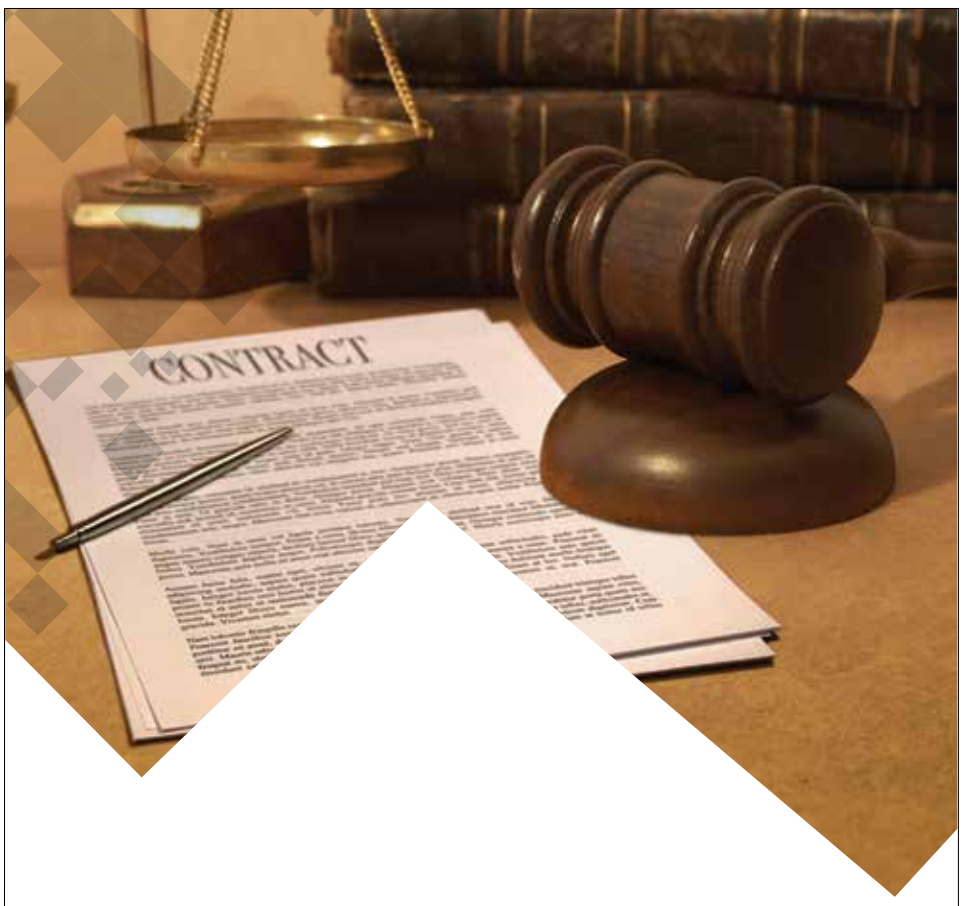
The parties who have been in dispute can resolve their differences and then carry on business in the future on a friendly basis. ADR consists of mediation or conciliation. It may take the form of oral hearings in the presence of both parties or maybe through submission of documents only. Usually the mediator will meet separately the two parties and listen to their grievances.

Eventually some common ground may be reached which will form the basis of a compromise. In this case, a great deal of money may be saved compared with the costs associated with recourse to litigation.

A more formal type of mediation is the Structured Settlement Procedure which is organized on the similar grounds of a trial. In this case, management representatives of each party are given the facts as viewed by both sides. Then, with the assistance of a neutral Adviser, they enter into negotiations.

If each party intends on sticking to its strict legal rights, then ADR will probably not be a success. What is essential is that both sides should be prepared to discuss the issue of compromise.

If ADR is not successful, then litigation may follow. ADR will not constitute a prejudice because any evidence arising from the ADR procedure will be confidential and may not be disclosed in later litigation. Sometimes ADR may be used after litigation has commenced. In that case, the court action will be suspended to permit the mediation method to be given a chance to solve the dispute. At the end of the day, the question is whether the parties want a solution imposed by a court with its attendant expenses and publicity, or do they want to try to solve the dispute themselves, with the help of a mediator.



ARBITRATION: THE FASTEST AND SUREST WAY TO RESOLVE DISPUTES

The Lebanese Arbitration Center was established in 1995 as the first center of its kind in Lebanon. Specialized in settling disputes arising from commercial, financial, engineering and construction contracts, the center operates in an independent, confidential and transparent manner through well known, experienced and highly reputed arbitrators.

www.ccib.org.lb
For more information please call 1314 ext 171

Lebanese Arbitration Center

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

ECONEWS | in English

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

EU PROJECTS

SHAAMS workshop:
towards the take-up of solar technologies in the Mediterranean region

Renewable sources and energy efficiency have gradually become the main focus of action plans for environmental sustainability. In this regard, the EnergyMed fair took place in Napoli on March 27 to 29. The fair presented innovative solutions covering various aspects of renewable energies and was also a setting for fruitful exchanges between participants in sectors related to solar and wind energy, high-efficiency boilers and biomasses, low-impact vehicles and services.

CHALLENGES OF THE SOLAR SECTOR IN MEDITERRANEAN COUNTRIES

Within the EnergyMed fair, a workshop on the applications of solar energies in Meditarrean regions took place. Two Lebanese experts had an active participation in the workshop.

Mr. François Farage, a renewable energy engineer, presented a successful case study for a photovoltaic system implemented in the Bekaa. This system provides an innovative solution for lighting, cooling and irrigating within the premises of the project. It has allowed a reduction of the electricity bill by 90%, and has a payback period of 8 years.

Furthermore, Mr. Said Chehab, President of ALMEE, gave an overview of the state of renewable energies in Lebanon. Renewable energies have a strong potential in our country, which relies for more than 95% on fossil energy sources for its electricity production. Though thermal systems for heating water are widely used on an individual basis, collective systems, which are more efficient, are more complex to implement and maintain, and therefore less used in Lebanon.

Amongst other speakers, experts and university professors from Jordan and Egypt presented case studies related to the implementation of photovoltaic systems in their respective countries. Italian speakers discussed during a roundtable various issues concerned with governance.

UPCOMING VIDEO COMPETITION: USE YOUR POWER TO SAVE ENERGY!

Within the framework of EnergyMed, partners of the SHAAMS project met and discussed strategic issues. SHAAMS aims at creating awareness about the opportunities available in the solar sector in participating countries. CCIA-BML is an active partner in the project, which is co-financed by the European ENPI CBC-MED programme.

In the coming months, SHAAMS will implement a number of workshops in Lebanon. One of them is focused on jobs in the green sector and the opportunities available for Lebanese young graduates to build careers in this sector. Another workshop will tackle topics and challenges related to technology transfer. A brokerage event will help promote networking opportunities between companies.

SHAAMS will also actively raise awareness in Lebanon about the use of solar energy. On March 29, as the Earth Hour was taking place across the world, SHAAMS cooperated with various stakeholders for the extinction of the lights of the Presidential Palace in Baabda and the Grand Serail in Beirut, as transmitted on Lebanese televisions. In the same framework, a video competition on the theme of saving energy is launched. The competition will induce teenagers to think about active ways to save energy and use renewable energies to preserve the environment. Short films of a maximum duration of 3 minutes have to be prepared and posted on social media. In the coming year, SHAAMS will continue its activities towards school students to promote solar energy and shape the education of the Lebanese for a more responsible behaviour towards natural resources.

شمس SHAAMS
STRATEGIC HUBS FOR THE ANALYSIS AND ACCELERATION OF THE MEDITERRANEAN SOLAR SECTOR

BUSINESS OPPORTUNITIES

"UNI-MED INDIA"

This company is specialized in manufacturing finished pharmaceutical formulations in the form of Tablets, Capsules, Liquids/ Syrups, Eye-Ear Drops and Ointments and is seeking Lebanese partnerships.
For more information:
T: +912228506995 / 1771
F: +912228501723
Email: unimed@vsnl.com

"ECOM GRILL COFFEE TRADING PVT.. LTD"

Location: India
This is a commodity trading and processing company focusing on coffee, cotton, and cocoa in major producing and consuming countries, with ancillary agricultural operations in oilseeds and hogs (pigs) and is seeking Lebanese partnerships.
For more information:
T: +918028450110 / +919611200980
F: +918028450145
Email: BDayanand@ecomtrading.com

"BERKSA DIS TICARET GIDA VE TEKSTIL SANAYI VE TICARET A."

Location: Turkey
This company is specialized in the production of automotive and machinery spare parts and is seeking Lebanese partnerships.

For more information:
T: +90 282 652 5227
F: +90 282 652 5227
Website: www.salengroup.com

"ASBIL FOR CONSTRUCTION & GEN TRADING"

Location: Sana'a- Republic of Yemen
This company is specialized in the contracting of buildings and hangars constrictions and is seeking Lebanese partnerships.
For more information:
F: +9671676309
Email: asbil.construction@hotmail.com / asbil.construction@gmail.com

"GLOBAL TENDERS.COM"

A platform with one of the largest database of global & domestic tender notices of all sectors, national & international competitive bids, RFQs, procurement news, and project information.
For more information:
Website: www.globaltenders.com

"JOB EXCHANGE & VACANCIES BULLETIN"

The Austro-Arab Chamber of Commerce announces the online bulletin for job exchange & vacancies, and is inviting companies, institutions and individuals to inform the AACC about vacancies & job offers, internships & practical training opportunities and job requests.
For more information:
T: +43 (0)1 513 39 65
Email: headoffice@aacc.at

"INVESTING IN THE TOURISM SECTOR OF MEXICO"

The National Fund for Tourism Development of Mexico (FONATUR by its acronyms in Spanish) is promoting four (4) tourism projects on Integrally Planned Centers that could be eligible for FDI by Lebanese enterprises interested in investing in the tourism sector in Mexico.
For more information:
Website: http://amexcid.gob.mx/index.php/component/content/article/1949

ECONEWS | in English

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

CONFERENCES

"UZBEKISTAN INFRASTRUCTURE & ALTERNATIVE ENERGY TRADE AND INVESTMENT FORUM"

Location: Tashkent - Uzbekistan
Date: 23- 24 April, 2014
This event focuses on the current and future trade and investment opportunities to network and build personal relationships with the right decision-makers.
For more information:
T: +3226621612
Email: info@euroconventionglobal.com

"ARAB INVESTMENTS IN THE ARAB COUNTRIES"

Location: Kingdom of Morocco
Venue: Mazagen Beach and Golf Resort
Date: 05- 06 May, 2014
This is the 3rd Arab Businessmen Forum held under the auspices of the Prime Minister of the Moroccan Kingdom, H.E. M. Abdelilah Benkiran, and organized by Confex International in association with the Union of Economic Chambers of the Arab Maghreb.
For more information:
T: +9611795303
Email:info@ confex-lebanon.com
Website: www.confex-lebanon.com

EXHIBITIONS

"TARÌ MONDO PREZIOSO"

Location: Caserta-Italy
Venue: Il Tari District
Date: 02- 05 May, 2014
This event focuses on contemporary jewellery.
For more information:
Ms. Aya Hinedi (Italian Trade Commission in Beirut)
T: +9615959640
F: +9615959644
Email: a.hinedi@ice.it
Website: www.tari.it

"XYLEXPO"

Location: Rho-Italy
Venue: Milan Fairgrounds
Date: 13-17 May 2014
This event is an international woodworking technology and components for the furniture industry.
For more information:
Mr. Samir Saleme (Italian Trade Commission in Beirut)
T:+9615959640
F:+9615959644
Email: s.salameh@ice.it
Website: www.xylexpo.com

"BLACK SEA DEFENSE & AEROSPACE EXHIBITION & CONFERENCE -BSDA 2014"

Location: Bucharest-Romania
Date: 14-16 May 2014
This is an international Exhibition and Conference for Defense, Homeland Security, Safety & Security and Aerospace.
For more information:
T: +40213276651/0
F: +40213276652
Email: romania@tntexpo.com
Website: www.bsda.ro

"17TH IRAN HEALTH INTERNATIONAL EXHIBITION"

Location: Tehran-Islamic Republic of Iran
Date: 15-18 May 2014
This event focuses on the medical, dental, laboratory equipment, pharmaceutical products and healthcare services.
For more information:
T: +982188994653/4
F: +982122981226
Email: 17ihex@healthindustry.ir / farzaneh@healthindustry.ir
Website: www.iranhealthexhibition.org/ www.iranhealthexhibition.com

"INTERNATIONAL INNOVATION AND TECHNOLOGY EXHIBITION-INOTEX"

Location: Tehran-Islamic Republic of Iran
Venue: Tehran International Fair Ground
Date: 19-21 May 2014
This event targets technologists and innovators to exchange knowledge and findings and to establish mutual relations based on synergism.
For more information:
T: +982176250735-7
F: +982176250283
Email: info@inotex.com
Website: www.inotex.com / www.hitech-expo.com

"RIYADH INTERNATIONAL CONVENTION AND EXHIBITION CENTER"

Location: Riyadh-Kingdom of Saudi Arabia
Date: 17-20 May 2014
This event is going to be held under the auspices of the Custodian of the two Holy Mosques King Abdullah bin Abdul Aziz and under The Supervision of the Saudi Ministry of Commerce and Industry.
For more information:
T: +966 11 46 212 75 / +966114602893
Email: info@alagat.com.sa / mouafi@alagat.com.sa
Website: www.riyadhinterexpo.com

"BULMEDICA / BULDENTAL"

Location: Sofia, Bulgaria
Date: 21-23 May 2014
This event, organized by the Ministry of Health (BULGARREKLAMA Agency), is the 48th edition specialized in human and dental medicine.
For more information:
Website: www.bulmedica.bg

"CARRARA MARMOTEC 2014"

Location: Italy
Date: 21-24 May 2014
This is the 32nd event specialized in Marble, Technology and Design.
For more information:
Website: www.carraramarmotec.com

"INELEX 2014"

Location: Izmir-Turkey
Venue: Izmir International Exhibition Center
Date: 23-25 May 2014
This event is specialized in Elevators and Elevators Technology.
For more information:
T: +905360106785
F: +902326438623
Email: info@joudy-group.com / joudy.expo@yahoo.com
Website: www.joudygroup.com

"47TH INTERNATIONAL FAIR-ALGERIA"

Location: Algeria
Venue: Palais des Expositions d'Alger
Date: 28 May - 02 June 2014
This event is organized by SAFEX and targets all industries.
For more information:
T: 021210123 till 30
F: 021210540 / 021219600
Email: FIA2014@safex.dz / dc@safex.dz / contact@safex.dz
Website: www.safex.dz

"11TH INTERNATIONAL MY KARACHI-OASIS OF HARMONY EXHIBITION 2014"

Location: Karachi-Pakistan
Date: 02-22 June 2014
This exhibition is a platform for business-to-business and business-to-consumer meetings and a showcase for domestic and global products and services.
For more information:
T: +922199218001-09
F: +922199218040
Email: info@kcci.com.pk

"2ND OIC HEALTH EXPO"

Location: Dakar-Republic of Senegal
Venue: Exhibition Center of CICES
Date: 26-29 June 2014
This event offers opportunities for health service providers, pharmaceutical and health equipment companies to promote their products and services at the level of the OIC member countries.
For more information:
T: 00221772626466
F: 00221338277645
Email: rokhayacices@yahoo.fr
Website: www.cicessisdak.com

"AL NAJAF AL ASHRAF INTERNATIONAL FAIR FOR MACHINERY, VEHICLES AND EQUIPMENT"

Location: Al Najaf Al Ashraf - Iraq
Date: 01-04 September 2014
This international fair is organized by Golden falcon Fairs.
For more information:
T: 0770282999/07901755296/
Email: info@goldenfalconfairs.com
Website: www.goldenfalconfairs.com

"THE 10th SULAYMANIYAH INTERNATIONAL TRADE AND INDUSTRY EXHIBITION"

Location: Iraq
Date: 14-17 November 2014
This international fair is organized by the Arab Encyclopedia House and targets all industries.
For more information:
T: 009615955614 / 0096170163523
Email: nellyc1969@hotmail.com

"FRUVEG EXPO SHANGHAI 2014"

Location: China
Venue: Shanghai Convention & Exhibition Center of International Sourcing. FruVeg Expo
Date: 20-22 November 2014
This international Fruit & Vegetable trade fair is organized by China Chamber of Commerce for Import and Export of Foodstuffs, Native Produce & Animal By-Products (CFNA), and many other partners are co-organizers.
For more information:
T: +86 21 60909581
F: +86 21 60909591
Email: sales@fruvegexpo.com
Website: www.fruvegexpo.com

Directeur responsable: Rabih Sabra, **Conseiller économique:** Roger Khayat, **Administrateur:** Elham Chehaimi Rahal, **Rédacteurs:** Marilyne Jallad, Phillippine De Clermont Tonerre, Youmna Naufal, **Coordinateurs:** Irene Ballouz, Roula Itani Younes, **Maquette:** Integrated Communications, Rita Nehmé

Immeuble CCIA-BML,
Rue 1 Justinien, Sanayeh
PO Box 11 1801 Beyrouth, Liban
econews@ccib.org.lb
Hotline: 1314 ext: 162
T: 961 353 390 ext: 162

*ECO*NEWS est disponible sur: **www.ccib.org.lb**

CCIA-BML HEADQUARTER
T: 01-353190 | information@ccib.org.lb

JOUNIEH BRANCH
T: 09-838700 | Jounieh@ccib.org.lb

SIN EL FIL BRANCH
T: 01-498062 | sinelfil@ccib.org.lb

BAAKLINE BRANCH
T: 05-303038 | baakline@ccib.org.lb